

A. TAROV

Le problème est :

VISER JUSTE



En vente:

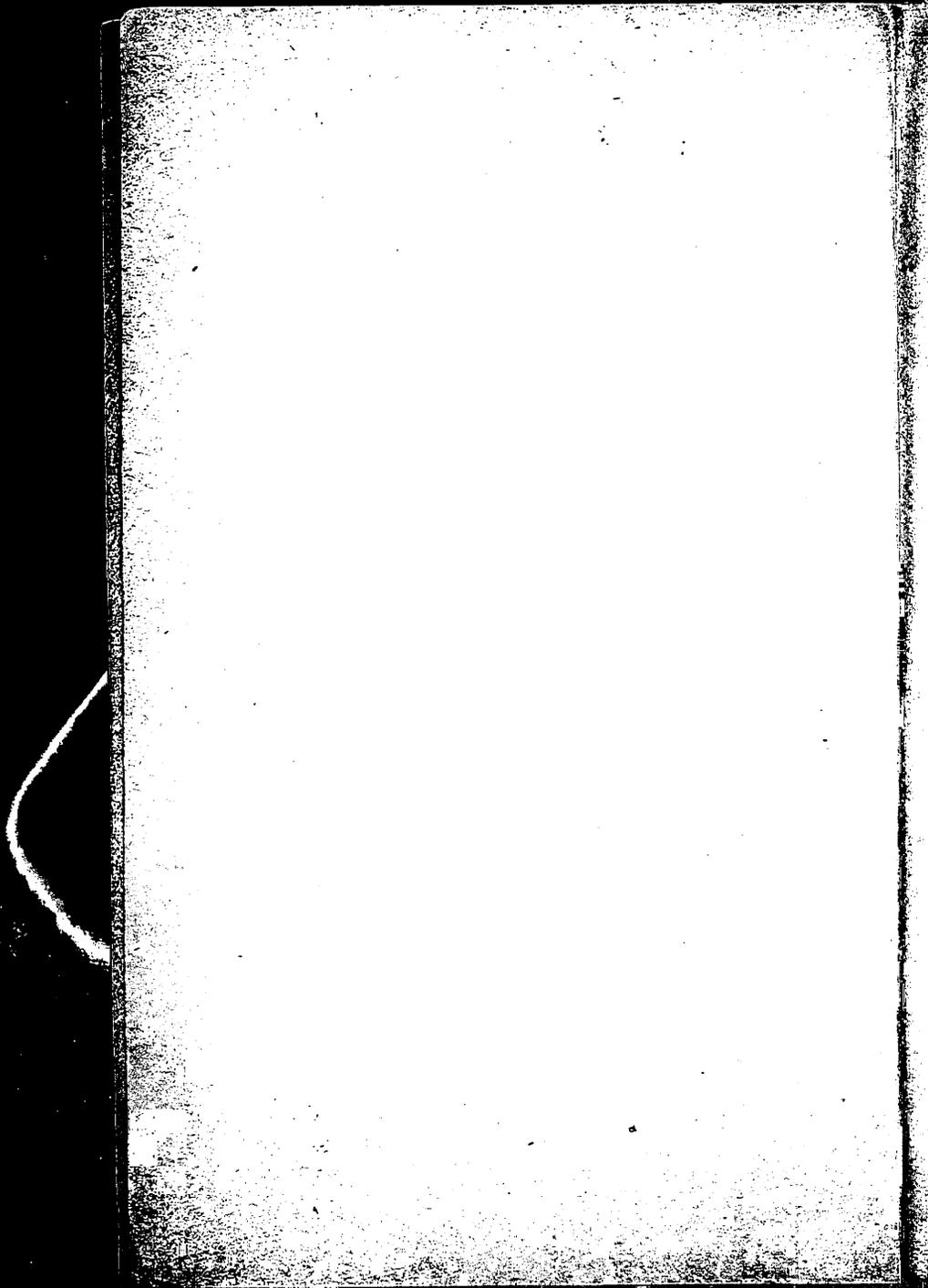
AMICALE DES LOISIRS
42, Rue Rochechouart
==== **PARIS-9^e** ====

1939



Prix : 5 fr.





LA TRIBUNE MORTE

La poste m'apporta deux lettres à la fois. L'une, de Paris, d'un ami Français; l'autre, d'un camarade; cette dernière, accompagnée du « Projet de Programme d'Action de la IV^e Internationale ». Tout de suite, je tombai en arrêt devant le titre mis en tête du texte de mon ami Français : « *La Tribune Morte !!!* », avec trois — nous le voyons bien — avec trois signes d'exclamation ! Je lus la lettre, du commencement à la fin, avec un intérêt soutenu, mais une fois la lecture terminée, je demeurai avec une impression si pénible, qu'elle me coupa presque la respiration. Et nullement à cause de cette « tribune morte ». Bien au contraire, en lisant cette lettre, je suis arrivé à la conviction que la fameuse Tribune n'était rien moins que morte, mais qu'elle feignait de l'être, mon très cher ami n'ayant aperçu que le masque seul du tribun, l'effigie de sa mort.

« Des centaines de milliers de manifestants — écrit mon ami — ouvriers, employés, étudiants, travailleurs de tous genres, se promènent, des bannières rouges et des banderolles de toutes sortes à la main... avec des chants, exclusivement révolutionnaires : « L'Internationale » surtout. La « Marseillaise » n'est plus chantée. Les ouvriers la considèrent comme un chant fasciste.

» Au 14 juillet de l'année passée, la manifestation grandiose de la journée avait pour mots d'ordre : « Justice populaire », et « Thorez au pouvoir ! » En avril de l'année courante, à la manifestation « De la Bastille à la Nation ! » le mot de ralliement principal demeurait : « Thorez au pouvoir ! » Cependant, ce jour-là, tout comme d'habitude, la Tribune, disposée au centre de la vaste place de la Nation, nous offrait, avec ses soixante à soixante-dix occupants, un assortiment de statues sans vie. Aux mots d'ordre, aux revendications sans fin, rugies par un million de voix, elles ne laissèrent tomber aucune parole de réponse. Thorez, seul, ceint du ruban tricolore, faisait de temps en temps des signes « approbatifs » aux cris des masses : « Thorez au pouvoir ! » ce qui, surtout, voulait dire : « Je sais, moi, ce que vous désirez, mais vous ne savez pas qui je suis ! »

» Mais la masse savait. Le 6 juin, jour de la célébration de l'anniversaire de la fusillade des Communards parisiens, une partie des manifestants criait franchement : « A bas, le Front national ! » Et c'est Thorez qui fut bien le premier des hérauts du front national ! Donc, le mot d'ordre ci-dessus équivalait nettement à celui-ci : « A bas, la Tribune Morte ! » « Vive la lutte de classe ! » Le fait est qu'au cours de la manifestation sur la tombe des Communards parisiens, « tous vers le mur », les communistes du parti même de Thorez n'accusaient pas une volonté bien prononcée à soutenir le mot d'ordre : « Thorez au pouvoir ! » comme ils l'avaient fait jusque là, et avec grand enthousiasme même !

» Depuis ce jour, je suis arrivé à la conclusion qui suit : Que le gros de la masse du parti communiste est animé d'un esprit révolutionnaire, — par contre, la direction du parti, avec son stalinisme affiché, est contre-révolutionnaire.

» Le 14 juin dernier, les manifestants tournaient franchement en ridicule le mot d'ordre : « Thorez au pouvoir ! » Les ouvrières attachaient des oreilles d'âne à ceux qui criaient : « Thorez au pouvoir ! » Peu importe ! La Tribune, cette fois encore, faisait l'exposition de sa famille de momies, exception faite de Marceau Pivert qui accusait quelques signes de vie et que, pour cette raison, les morts se dépêchèrent d'exclure de leurs rangs. Les ouvriers révolutionnaires, les socialistes, les communistes, etc., criaient : « Unité sous le drapeau rouge de la lutte des classes ! »...

A ce qu'il me semble, le titre de « *La Tribune Morte* » dont mon ami avait orné sa lettre, ne s'accorde pas tout à fait avec la teneur de celle-ci. La teneur nous dit plus que ce nom de « *La Tribune Morte* ». Néanmoins, l'état même de cette Tribune va nous venir en aide pour arriver à donner une juste interprétation des points discutables du « Programme d'Action de la IV^e Internationale ». Voici la raison, pourquoi, avant de commencer ma polémique, il me semble nécessaire de présenter ici un extrait de la lettre de mon digne ami.

LES ELEMENTS DU SABOTAGE REVOLUTIONNAIRE

La question qui nous intéresse en tout premier lieu, c'est celle des revendications d'ordre transitoire. Nous allons examiner cette question du point de vue de sa nécessité historique, c'est-à-dire dans la mesure de l'efficacité du système même des revendications transitoires, avec tout ce qu'il a de force sous le capitalisme purulent de nos jours. A ce sujet, nous lisons dans le programme :

« Il faut seconder la masse dans le processus de sa lutte de chaque jour, il faut arriver à jeter un pont entre ses revendications du moment présent et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit englober le système des revendications transitoires, découlant des conditions d'aujourd'hui et de la conscience des larges couches de la classe ouvrière contemporaine, revendications, invariablement aboutissant à la seule conclusion : La conquête du pouvoir par le prolétariat. »

Ces quelques lignes — comme nous le voyons — nous donnent, sous une forme rigoureusement concise, le sens principal du programme. L'action s'ouvre par la lutte quotidienne, menée par les larges couches de la classe ouvrière, elle continue par les revendications transitoires et se termine par la révolution socialiste, c'est-à-dire par la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Nous aurions accepté ce programme, tel que, en son entier, s'il eût été possible de reculer la marche de l'histoire, ne fût-ce que de quelque *trois* dizaines d'années en arrière ; dans ce cas, notre discussion

se bornerait au mode et à la forme de la réalisation de ce programme d'action dans la vie.

Et tout d'abord, par quoi et comment devons-nous aborder notre action, c'est-à-dire nous mettre à seconder la masse dans le processus de sa lutte quotidienne, trouver le pont entre ses revendications du moment présent et le programme de la révolution socialiste... ? Les expressions même employées dans les quelques lignes que je viens de citer, ne nous disent-elles pas que les revendications du moment présent des larges couches de la classe ouvrière sont assez éloignées de la révolution socialiste et qu'il est nécessaire d'y remédier par un pont ; ce pont serait le système des revendications transitoires.

Et c'est précisément là, dans cette question de tactique, que gît notre différend d'avec le programme. D'après nous, il faudrait envisager la question en commençant par le bout opposé. Les revendications quotidiennes et transitoires sont aujourd'hui mises en avant par les socialistes et les stalinistes, non pas pour qu'elles aboutissent à la révolution socialiste, mais pour que, par des satisfactions partielles et fallacieuses, on puisse arriver à paralyser le mouvement ouvrier, en négligeant expressément les possibilités de la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Par conséquent, nous croyons que les revendications transitoires peuvent, de nos jours, loin de devenir un pont, se dresser en obstacle dans la lutte du prolétariat contre le capitalisme. Cependant, le moment de procéder à la conquête du pouvoir par le prolétariat, est non seulement arrivé, mais déjà presque passé. D'ailleurs, ceci, comme de juste, est bien souligné dans le projet même du programme.

Qu'est-ce à dire ? Cela veut dire que depuis des temps et des temps, l'histoire ne faisait que mâcher et remâcher et avaler les questions des revendications transitoires. Aujourd'hui, aucune barrière d'idée ne se dresse entre nous et la révolution socialiste pour qu'il soit nécessaire de nous relier par un pont. Bien au contraire, ce sont les socialistes et les stalinistes qui s'évertuent à des artifices, pour susciter de ces sortes d'obstacles, en mettant en avant leurs revendications journalières et transitoires — exigences bien immatérielles et stériles — au lieu de se mettre à organiser les forces combattives du prolétariat pour la prise du pouvoir. La semaine française de quarante heures de travail et les sommations d'exproprier les « 200 familles » — furent attrapées au vol par Blum et les stalinistes, et utilisées tout spécialement à faire échouer le mouvement ouvrier de 1936. A penser seulement qu'il n'avait manqué à ce moment-là aux organisations ouvrières, qu'une force directrice, révolutionnaire, bien décidée, pour réussir à arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie ! Le mot d'ordre : « Expropriation des 200 familles ! » prit la place de celui de « le pouvoir aux ouvriers ! » et causa la perte du mouvement révolutionnaire. C'est en agissant de même que les socialistes et les stalinistes firent échouer l'action ouvrière en Allemagne, se retranchant obstinément derrière leurs revendications journalières et transitoires, et traîtreusement reculant au dernier plan la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Au fait, qui donc concèdera aux socialistes et aux stalinistes le droit d'exproprier les « 200 familles » en France, tant que le pouvoir ne se trouvera pas

dans les mains de la classe ouvrière ? Les socialistes, activement soutenus par les stalinistes, n'étaient-ils pas placés à la tête du gouvernement bourgeois ? Qui donc aurait pu les empêcher alors de procéder à l'expropriation de ces 200 magnats ?... Le premier ministre Daladier, ne prend-il pas sur lui, de sa propre autorité, de licencier le Parlement, en tournant en risée publique les réclamations puériles des stalinistes au sujet des vieux, — en regard de Blum, premier lui aussi, à qui il ne vient même pas dans la tête l'idée de déclarer l'annulation des comptes en banque desdits 200 magnats ? Et voilà la surprise !... Voyons, ce Daladier, d'où tient-il ses forces, sinon des magnats de la finance, de ces mêmes 200 familles ?...

Sans le renversement de cette force qui, d'une part, incite Daladier au licenciement arbitraire du Parlement, et d'autre part, tient Blum en échec, jusqu'à priver celui-ci du droit d'achever la lecture de son programme économique, — sans le renversement de cette force, il ne peut être question d'aucune satisfaction, même partielle, des revendications transitoires, quelles qu'elles soient. Quant aux maigres satisfactions, momentanées, des petites exigences journalières, obtenues de ci-de là, — ceci, en présence du capitalisme agonisant, — ne pourront jamais aboutir à des résultats tant soit peu positifs dans le sens de l'amélioration des conditions de la vie des travailleurs. Et cela, parce que la putréfaction actuelle du capitalisme, — décomposé jusqu'aux bases mêmes de son système économique — rend d'ores et déjà, impossible, ne fût-ce que pour un temps court, la sta-

bilisation des prix pour les produits de première nécessité.

Si aujourd'hui, le capitaliste consent à majorer de « quelques sous » le gain de l'ouvrier, c'est uniquement pour lui enlever *des francs* demain, et pouvoir durer dans son agonie, durer, en continuant à tenir le monde dans l'angoisse de la misère et la souffrance... Le salut du système économique du monde entier, sa préservation de la corruption funeste, dépendent surtout du prompt renversement du régime de domination d'une poignée de magnats financiers, dans les mains desquels se trouvent les rênes de Hitler, Mussolini, Chamberlain, Daladier, Roosevelt et Staline. L'industrie de guerre : métallurgie, marine, aviation, chimique, etc. — pompent annuellement une part gigantesque des revenus du pays. Toutes ces branches d'industrie représentent les éléments fondamentaux de la pourriture capitaliste. La profondeur de sa pourriture équivaut à celle des gigantesques galeries souterraines de Berlin, de Londres, de Paris... creusées tout spécialement en vue de la défense passive contre les attaques aériennes.

Et voilà, où l'on en est, grâce à la fameuse « civilisation » de l'Europe occidentale !

Au cours de ces dernières six années, la France a dépensé 31 milliards de francs pour la production des avions. Et dans l'article de fond, du *Populaire*, L. Blum, n'écrit-il pas que les forces aériennes de la France ne pourraient jamais tenir plus de quinze jours contre celles de l'Allemagne !

Tous ces milliards d'or et toutes ces centaines de milliers d'aviateurs-techniciens-ingénieurs sortis des rangs de la jeunesse cultivée de ce temps, tous se-

transformeront en cendres et cela dans l'espace d'une quinzaine de jours ! Et la perte de ces forces aériennes françaises ne sera pas pour rien ! Elles entraîneront avec elles dans la mort un nombre encore plus grand d'avions et d'aviateurs allemands. Il existe une loi militaire incontestable, qui dit : le nombre des victimes de l'armée attaquante est toujours plus élevé que celui de l'armée qui se défend. — Il s'ensuit que l'état de pourriture où se trouve le capitalisme en Allemagne ne peut pas ne pas être pire que l'état du capitalisme français en décomposition. Et pensez seulement à tous ces avions et aviateurs anglais, américains, soviétiques, italiens, japonais, toutes ces pertes, toutes ces morts !... A ne prendre que l'air, mais aussi, sur terre, sous terre, sur l'eau... Et tout cela pour défendre les magots des rois de l'or, de qui les fils, lors de ces journées terribles de sang et de mort, ne cesseront, un moment, leur train de vie luxueux, en gardant une indifférence absolue à tout ce qui se passe autour d'eux.

Ce pus de la guerre capitaliste reste patent et de toute évidence, mais il existe encore une quantité innombrable d'autres foyers pestilentiels, gros et petits, continuellement purulents dans les entrailles de l'organisme capitaliste. Le parasitisme de la vie courante des exploités, tous et chacun ; le nombre incalculable de villas, de magnifiques palais meublés avec un luxe incroyable qui engloutissent, chaque année, des milliards, et pourquoi ?... pour que, une ou deux fois par an, leurs propriétaires y organisent des rencontres avec leurs amis et pour que tout le reste du temps, chats et chiens se promènent seuls dans ces lieux délaissés... Des agents, des gardes du

corps, des gardes armés — sans nombre — excursions, réceptions, bals, soirées somptueuses de débâche effrénée, orgies innommables, etc., etc... tout ceci demande journellement des frais fantastiques. Et de leur vivant, les capitalistes n'ont nullement l'intention et ne sont pas du tout capables de réduire leur train de vie. Voilà pourquoi cela leur coûte tant — au risque d'en mourir — de se départir, ne fût-ce que d'un sou, pour augmenter d'autant le salaire de l'ouvrier ! Telle est l'amère réalité de nos temps !... Les voilà donc, ces foyers pestilentiels, gros et menus, dont l'organisme du capitalisme contemporain est saturé ! On ne peut pas se le représenter autrement que sous forme d'un monstre rongé par la lèpre. Dans des métropoles, réputées civilisées (?), ne voit-on pas, au restaurant, des travailleurs obligés de prendre leur repas en restant debout, et cela, pendant que tout autour il y a des centaines de tables libres. Et dire, que des milliers d'autos ne sont occupées, du matin au soir, qu'à rouler sur des avenues principales de la ville, en trimballant des pique-assiette d'un grand hôtel à un autre.

Par conséquent, il devient clair que, dans cette époque du capitalisme pourrissant, il faut affecter une grande part de la plus-value du travail au compte de ces faux frais, inutiles, parasites et improductifs, indépendamment même du fait, que les capitalistes le veuillent ou non, vu que toute la structure du système exploiteur trouve son motif dans cette affectation à des dépenses inutiles. Autrement, il n'y aurait pas de sens commun à l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais ce parasitisme a maintenant dépassé toutes les bornes et se trouve actuel-

lement en état d'agonie. Ses dépenses démesurées et improductives privent ses protagonistes des moyens de procéder de façon rationnelle, et au moment opportun, à la reconstruction de l'industrie, des établissements culturels, des routes... Tout est en pourriture : usines, fabriques, théâtres, écoles, rues... la vie pourrie, le cerveau humain pourri...

Le capitalisme est historiquement voué à sa perte ; il est perdu. Aujourd'hui le devoir des prolétaires de toute usine, de toute fabrique, de tout pays est de se hâter de l'enterrer, pour empêcher que la peste de sa pourriture ne se répande sur le monde, en guerre désastreuse, universelle, et cause la perte des trésors culturels, obtenus au prix des tourments et des souffrances des travailleurs du monde entier.

La question du renversement de la domination capitaliste et du remplacement de son régime par le pouvoir du prolétariat, doit être posée en tout premier lieu. C'est par ce bout-là que nous devons commencer notre besogne et notre propagande, en vue de l'organisation dans les usines et les fabriques, des Soviets ou comités de fabriques et d'usines, et mener par leur intermédiaire une lutte précipitée pour le renversement de la suprématie du capitalisme. C'est seulement dans le processus d'un tel labeur, que les revendications journalières et transitoires pourront être utilisées, en tant que moyens auxiliaires d'arriver à l'extension du réseau des comités, ou soviets d'usine, et à la formation des organes supérieurs, c'est-à-dire, des soviets des députés ouvriers, paysans et soldats, et finalement, de là, à la conquête totale du pouvoir par le prolétariat. La révolution ne vous tombe pas du ciel, tout d'un coup et toute prête. La révolution est « un

art », on l'organise, et tout particulièrement dans un moment comme celui-ci, quand les forces du prolétariat organisé surpassent tout le reste, ce qui fait que les capitalistes sont continuellement en état de panique et tout prêts de se jeter dans n'importe quelle aventure sanglante. En l'année dix sept, Lénine, après la révolution de février, rentrant de Suisse en Russie, criait par la fenêtre de son wagon, aux ouvriers de Petrograd : « Vive la révolution sociale ». Toutefois, cette devise ne put recevoir sa réalisation qu'après celle du mot d'ordre : « tout le pouvoir aux Soviets » — autrement dit, après l'organisation des soviets d'usine. Il y a longtemps que l'Europe a eu sa révolution de février. La question se pose maintenant de la révolution d'octobre, à venir, alors que les ouvriers n'ont pas encore leurs soviets.

Par l'abord de son exposé, on voit que le Programme d'Action ne place pas ces points concrets d'organisation au centre de notre attention. Ce Programme s'appuie principalement sur le système des revendications transitoires dont se serviront les partis politiques, qui les mettront devant les gouvernements capitalistes en réclamant leur satisfaction. Les revendications transitoires, que le Programme estime être les plus importantes et les mieux réalisables en pratique, sont :

— « Le contrôle sur la production, l'expropriation des banques privées, l'étatisation du système de crédit, l'expropriation des groupes séparés de capitalistes, etc. »... Et le Programme juge la réalisation de tout ceci possible sous le régime de la domination capitaliste. A ce propos, voici ce qu'il nous dit :

— « Le Programme socialiste de l'expropriation

des expropriateurs, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa suprématie économique, ne doit en aucun cas, se dresser en obstacle, dans notre époque transitoire, devant la mise en avant des demandes, pour diverses raisons, de l'expropriation de telles ou telles branches d'industries, les plus importantes pour l'existence de la nation, ou encore, des groupes séparés, les plus parasitaires ».

Ici, nous nous trouvons immédiatement placés devant le problème : oui, ou non, l'expropriation des capitalistes, ne serait-ce que par groupes isolés, est-elle réalisable sous le régime bourgeois ?... Le Programme, cherchant à obvier à cette lacune, écrit :

— « Malgré tout, nous ne rattachons pas le problème de l'expropriation à la question du pouvoir des ouvriers et des paysans ». Mais qu'est-ce donc que ce pouvoir des ouvriers et des paysans qui, sous le régime même de la domination bourgeoise, politique et économique, saurait arriver à l'expropriation des branches isolées, les plus importantes de la production et des groupes les plus parasitaires de la bourgeoisie ? Il est regrettable que le programme ne souffle mot de la composition d'un tel pouvoir... De toute évidence, il s'agit ici d'un gouvernement de coalition, composé d'ouvriers, de paysans et de bourgeois, à l'exception des « 60 » et « 200 » familles.

Le Programme, admettant la possibilité de la formation d'un pareil gouvernement, dans les cadres du régime de la suprématie bourgeoise, tout en considérant cette éventualité comme un élément de la période transitoire, poursuit :

« Il n'y a que l'entrain révolutionnaire général qui puisse être capable de mettre l'expropriation de la bourgeoisie à l'ordre du jour. »

Autrement dit, ce n'est que l'entrain révolutionnaire général qui puisse arriver à mettre à l'ordre du jour le renversement du régime bourgeois, économique et politique. Mais avant que cela se produise, le pouvoir ouvrier et paysan procède, en attendant, à l'expropriation de groupes de capitalistes isolés, il « prépare le prolétariat à trancher la question ».

Le programme semble vouloir nous administrer la révolution par petites cuillères à café. Tout d'abord, en s'aventurant petit à petit, en s'accrochant « aux prétextes » pouvant donner lieu à la mise en avant des demandes d'expropriation des sommets du capitalisme, puis, sous forme du pouvoir ouvrier et paysan qui pourrait mettre ces revendications transitoires en exécution, et finalement — la révolution véritable, qui, elle, mettra l'expropriation générale de la bourgeoisie, à l'ordre du jour.

Par conséquent, malgré l'appel qu'il adresse aux ouvriers, en les exhortant à « ne compter que sur leurs propres forces, pour venir à bout des « 60 » familles en Amérique et des « 200 » familles en France », — malgré cela, le Programme ne considère pas le renversement de la dictature des magnats ci-dessus, comme renversement du système capitaliste en général. D'après le Programme, ce renversement est à faire seulement par la voie des revendications transitoires. Mais que signifie le renversement de la dictature des sommets du capitalisme — sinon le renversement du régime capitaliste en général ?

A notre avis, la tâche principale de la révolution

c'est le renversement de la domination des magnats financiers. La force réactionnaire du fascisme fut créée précisément par les mains de ces messieurs-là. Qui d'autre voudrait organiser des combats de rue avec le prolétariat, si ce n'est pas ces as de finance, en utilisant les bras de leurs chiens fascistes vénaux ? Notre époque est commandée par les gros capitalistes, les autres se nivellent sur eux et leur emboîtent le pas.

Nous affirmons donc que : la demande d'opérer l'expropriation des sommets du capitalisme n'est pas une revendication transitoire, mais la tâche d'une véritable révolution prolétarienne. En 1936, au moment où le prolétariat avait soulevé la question des 200 familles, il était tout prêt à renverser, au moyen de ses propres forces révolutionnaires, le pouvoir capitaliste. Mais les socialistes et les stalinistes ont perdu alors le mouvement ouvrier, par des dorlotements, dans le genre de : « pourquoi faire couler le sang inutilement (!!!)... nous ferons tout ceci, en le faisant passer par le Parlement de notre front populaire (!) ». Voyez-vous ça, ces front-popularistes, qui veulent faire croire que les ouvriers avaient l'intention de verser du sang à chaque pas et pour rien encore ! Quelle absurdité. La seule classe qui tâche toujours d'éviter l'effusion de sang, c'est la classe ouvrière et les travailleurs en général. Ceux qui aiment à se vautrer dans le sang, c'est bien les vampires-capitalistes sanguinaires, et personne autre. En vérité, qui est-ce qui aurait envie de verser, ne fût-ce qu'une seule goutte de sang, si les gangsters mondiaux venaient d'eux-mêmes, pacifiquement, remettre les clés de leurs coffres d'or aux seuls véritables maîtres du pays :

aux représentants des travailleurs, c'est-à-dire au pouvoir des députés des ouvriers, des paysans et des soldats... Mais à juger d'après les doléances plaintives de Messieurs les démocrates (socialistes et stalinistes), les vampires ne sont pas le moins du monde disposés à les rendre pacifiquement... Les ennemis les plus acharnés et les plus dangereux des travailleurs, ce sont les capitalistes gros financiers. La dictature c'est eux : l'Etat et le Parlement sont leurs domestiques. C'est le Sénat qui dicte. Ce dernier n'est que la personification de la volonté et des aspirations des « 60 » et des « 200 » familles. Il faut le dire nettement, résolument. Autrement, on n'arrivera pas à distinguer nos ennemis de nos amis.

L'expropriation des « 60 » et des « 200 » financiers — c'est la tâche fondamentale du prolétariat. En ce qui concerne l'expropriation des bourgeois en général, cette question est intimement liée à la compatibilité ou non compatibilité de leur existence avec le plan du système de l'économie nationale.

Sous le pouvoir du prolétariat, ce dernier problème sera à solutionner par des mesures d'économie étatique, et non par la révolution. Par contre, le Programme, oppose à cet ennemi péremptoire et fondamental, non pas les forces essentielles du prolétariat révolutionnaire, mais seulement ses efforts partiels. Il ne s'agit pas ici de ce que, généralement parlant, le prolétariat n'ait pas peur des capitalistes, mais l'affaire est ainsi : l'ennemi essentiel est considéré comme étant un ennemi de second rang, et grâce à cela, le prolétariat va se trouver insuffisamment organisé pour remporter la victoire.

La lutte pour l'expropriation des « 60 » et des

« 200 » familles c'est la lutte pour le pouvoir du prolétariat. Les capitalistes le savent fort bien. La tâche du Programme est de le faire bien comprendre à la classe ouvrière.

Qu'est-ce que « l'expropriation des compagnies monopoleuses de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des sources de matières premières les plus importantes, des Banques, d'autres branches essentielles d'industrie, » etc... — qu'est-ce donc, sinon le renversement total du régime capitaliste ? Les expropriations ci-dessus, peuvent-elles être considérées comme des revendications transitoires ?... Bien au contraire, ces expropriations doivent se placer en tout premier lieu parmi les tâches de la révolution prolétarienne, — elle n'en a pas d'autres, aussi urgentes que celles-ci.

Le Programme accepte l'expropriation uniquement sans rachat, et non comme Messieurs les Démocrates, — ces Blum, Thorez et Cachin — qui ne font que geindre auprès de la dictature des « 60 » et « 200 » magnats. Et cette thèse est parfaitement juste, autrement l'expropriation n'est pas l'expropriation véritable. Mais une fois que les ouvriers, l'expropriation faite, se sont rendus maîtres des leviers de commande dans le domaine économique, qu'ont-ils à faire ensuite ? Bien sûr, ils doivent les tenir dans leurs mains et assumer la direction de la société, mais ils ne seront pas à même de le faire autrement qu'en ayant la plénitude du pouvoir. Sinon, toute expropriation devient une fiction. Donc, les tâches du moment de la classe ouvrière sont d'organiser les éléments de son pouvoir, à elle, à côté de la dictature des « 60 » et « 200 » magnats, et

cela, pour arriver à renverser cette dictature, procéder à l'expropriation et assumer la direction de l'économie nationale. A cela, nous déclarons que, pratiquement, cette opération doit être menée en commençant par le bout opposé, c'est-à-dire ne pas faire chorus aux lamentations de ces Messieurs socialistes et stalinistes, mais de procéder à l'organisation des soviets de députés ouvriers et mener, par leur entremise, une lutte opiniâtre pour le renversement de la dictature de Messieurs les capitalistes, pour être à même de les exproprier.

Voyons, que donnerait aux ouvriers cette expropriation, sous le régime capitaliste, même si l'on admettait ne fût-ce que pour un instant, cette éventualité ? Prenons un exemple de toute évidence. Qu'avait donné aux ouvriers la nationalisation de la production aéronautique en France ? Un zéro absolu. Le seul résultat, c'est que, pas plus tard qu'une année après, les ouvriers de ces entreprises se virent en nécessité de déclencher une grève pour l'augmentation du salaire, de même que les ouvriers des usines Renault et Citroën, — et voilà ! Où est la différence entre les entreprises nationalisées et celles non-nationalisées, sous le régime des gros légumes financiers ? Faut-il chercher cette différence dans le fait que, par l'entremise de ses propres délégués, l'Etat bourgeois adressait un blâme aux ouvriers, en leur faisant honte de faire grève dans une usine nationalisée. Sous la domination des banquiers, le fait de nationalisation d'une usine ne fait qu'empirer les choses. Les Banques pompent tous les bénéfices et abandonnent les pertes « au profit » des travailleurs. Ici, le capital financier, sans embarras ni souci,

s'assigne de gras intérêts, sans nullement tenir compte du déficit éventuel de l'entreprise. Bien plus, les capitalistes eux-mêmes font des avances dans le sens de la « nationalisation » des usines, à la veille du krach avéré de celle-ci, ou encore — de leur réinstallation complète. Ils vendent leur camelote à l'Etat, — ou, plus exactement, par l'entremise de l'Etat, au peuple — pour, aussitôt après, l'asservir au moyen de leurs banques. La pire disgrâce de Blum et des stalinistes consiste dans leurs efforts à nous représenter l'Etat bourgeois, comme une entité séparée et indépendante des magnats financiers. Délibérément, ils ferment les yeux sur le fait notoire que tout Etat, soit de France, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, d'Italie, etc., n'est actuellement qu'un instrument de défense des intérêts de ces magnats. Mais risquez seulement d'essayer une démarche pratique dirigée contre les intérêts essentiels des potentats de l'or. Allons donc !... Même le programme économique — cependant, foncièrement faux — de Blum, ils n'ont pas daigné l'écouter jusqu'au bout. Cela fait que toute application du mot d'ordre : « expropriation » des capitalistes par groupes isolés », ne fût-ce même, que dans le sens de la propagande seule, est impossible, tant que leur règne dure. Il faut dire la vérité, toute la vérité, du commencement jusqu'à la fin. Et ceci est la meilleure propagande. De main légère, des réformistes de tous clans, voire des fascistes, peuvent se déclarer pour les revendications ci-dessus, et cela, en criant plus fort que nous. Rappelons-nous les sorties démagogiques de Hitler lors des années 30-31-32, concernant l'étatisation des grosses branches d'industrie...

Par conséquent, de quel bout que nous abordions ce problème, cela nous amène à la même conclusion, à savoir : que l'exécution en pratique de l'expropriation des branches isolées, les plus importantes, d'industrie, ou des groupes isolés de capitalistes, de sorte que la plus-value puisse revenir au peuple et servir au profit des travailleurs, — que ceci est irréalisable, tant qu'on n'a pas mis fin au règne des capitalistes. Se forger des idées sur l'éventualité, ne fût-ce que du contrôle de la comptabilité des trusts et des syndicats, avant la conquête du pouvoir par le prolétariat, — équivaut, d'ores et déjà, à se lier bras et jambes dans la lutte contre les capitalistes. C'est là le mal dont les dirigeants du stalinisme opportuniste sont affligés. Qui donc autoriserait les ouvriers à procéder au contrôle de la comptabilité et de la caisse des banquiers ? Les capitalistes avaient-ils jamais permis aux spécialistes à leur service, de dévoiler les secrets de leurs établissements aux ouvriers ? Voudront-ils décade-nasser leurs coffres pleins d'argent, devant les contrôleurs ouvriers ? Et cependant, le contrôle efficace ne commence-t-il pas par la vérification de la caisse et des documents, ayant trait aux transactions secrètes de l'Etablissement ?

Non, tant qu'ils seront en vie, les capitalistes ne se laisseront pas faire. Cette vérité demande à être dite aux ouvriers, pour leur éviter la déception quant au travail de leurs contrôleurs.

L'expérience de la révolution russe de l'an 17 nous prouve que le contrôle ouvrier sur la production des capitalistes est impossible, même sous le pouvoir du prolétariat. C'est précisément cet état de choses qui fit que l'expropriation des usines et fabriques devint

inévitable. Les capitalistes ne voulurent, pour rien au monde, tomber sous le contrôle de l'Etat ouvrier.

Mais voilà : pour que cette expropriation des capitalistes s'accomplît, il avait suffi alors d'un décret en conséquence, comme quoi « Messieurs les capitalistes sont désormais privés du droit de propriété dans de telles ou telles branches d'industrie ». Les spécialistes, mirent l'inspection ouvrière-paysanne au courant des secrets commerciaux et de la balance des comptes des entreprises, et continuèrent leur travail. Tandis qu'ici, sous le régime capitaliste, même le programme minimum du Front populaire des staliniens et socialistes, comme nous le voyons, n'a laissé d'autres traces que des points noirs sur du papier blanc.

Et que l'on ne pense pas que Blum, Thorez-Cachin et Chautemps ne sussent pas d'avance l'impossibilité de réaliser l'expropriation des bourgeois par leur Parlement bourgeois, c'est-à-dire sans conquête préalable du pouvoir par le prolétariat, ou sans la suppression du Sénat. Ils ne le savaient que trop. Mais en mettant en avant leurs réclamations fictives, ils n'avaient en vue que de faire échouer le mouvement ouvrier de l'année 36. Mais en agissant ainsi, ils se compromirent de la tête aux pieds, devant les travailleurs. Aujourd'hui, ceux-ci ne peuvent plus entendre, sans rire, la vieille antienne sur les « 200 » familles, chantée et continuellement reprise par les staliniens. Le prolétariat n'a nulle envie de se joindre à cette antienne. Les prolétaires réclament des mesures décisives. La tâche du parti prolétarien est de se préparer à ces mesures décisives.

LES RESULTATS DES REVENDICATIONS JOURNALIERES

Les satisfactions partielles des menues exigences journalières ne sont accordées par la bourgeoisie qu'en guise d'os jeté à la classe ouvrière, pour amadouer cette dernière et faire que le moment, déjà mûr, de procéder à la conquête du pouvoir par le prolétariat, passe.

Quelles sont actuellement, les revendications partielles, avancées par les ouvriers des pays de l'Europe occidentale ? L'augmentation des salaires, la réduction des heures de travail, l'augmentation des allocations de chômage, etc... Ces exigences de première nécessité, parmi les revendications journalières, ont, quant au moment actuel, déjà perdu de leur importance. Non pas, parce que les ouvriers n'en ont plus besoin, mais parce que sous le système capitaliste déjà pourri, même la solution favorable de ces questions, n'amènerait pas la guérison des lésions profondes causées aux assises même de la vie journalière de la classe ouvrière. En l'année 36, en France, les grèves de masse, d'occupation, ayant pour but l'augmentation des salaires et la réduction des heures de travail, aboutissaient, à ce qu'il paraît à une solution favorable. Les ouvriers français étaient ravis d'une pareille victoire. Mais hélas ! quelques mois plus tard, il leur fallut déchanter, en proie à une amère déception. Si les ouvriers ont occupé les usines, c'est, naturellement, à cause des conditions difficiles de leur vie qui ne faisaient qu'empirer — ayant avancé une série de revendications, ils ont obtenu leur « satis-

faction ». Mais voyons maintenant, en quelle mesure cette satisfaction partielle a-t-elle soulagé la position économique de la classe ouvrière française. Les chiffres nous disent ce qui suit :

La hausse des prix 35-36, en % d'après les données statistiques officielles. Ces chiffres sont d'ailleurs connus de tous les ouvriers sans qu'il soit besoin de la certitude officielle.

LA TABLE DES PRIX EN 35-36

Produits de 1 ^{re} nécessité	1935	1936	La hausse des prix en %
	Prix du klg ou litre Frs.	Prix du klg ou litre Frs.	
Pain	1,60	1,63	1,9 %
Viande	20,65	23,70	14,8 %
Saindoux	6,55	8,90	37,4 %
Beurre	13,15	16,45	25,1 %
Œufs, la douz.	6,35	7,15	12,6 %
Lait	1,10	1,20	9,1 %
Pommes de terre.	1,13	1,09	(baisse) 3,6 %
Pâtes	5,50	5,35	(baisse) 2,8 %
Chocolat	11,85	10,75	(baisse) 10,2 %
Sel	2,03	2,07	2,0 %
Bière	1,22	1,22	Sans changement
Savon	3,40	3,35	(baisse) 1,5 %
Pétrole	2,07	2,00	(baisse) 3,5 %
Charbon	20,00	19,55	(baisse) 2,5 %
Gaz	0,95	0,90	(baisse) 5,5 %
Electricité	1,55	1,55	Sans changement
Café	19,20	18,50	(baisse) 3,8 %
Métro	0,70	0,70	Sans changement
Autobus	0,30	0,30	Sans changement
La moyenne du pourcentage de la hausse des prix :			6,1 %

Les statistiques ne nous mentionnent le prix du loyer que pour l'année 36 (3.200 fr.), malgré qu'en 37-38 ce prix a presque doublé, en comparaison de l'année 35.

Pour analyser la situation nous n'écouterons que la voix des chiffres.

Une pareille hausse des prix dans l'espace rien que d'une seule année est très significative. Les prix ne cessant pas de monter, depuis l'année 20, tout au contraire des salaires, restés stationnaires, sinon diminués. Voilà donc la raison, pourquoi les ouvriers occupèrent les usines. Ce mouvement fut très sérieux et constituait une menace pour l'existence même du système capitaliste. Ce dernier fût sauvé — comme nous le savons — par les dirigeants du Front Unique des socialistes et stalinistes, qui se dépensaient en arguments pour décider les ouvriers à se contenter de la satisfaction partielle de menues exigences journalières, notamment, la réduction des heures de travail et l'augmentation des salaires, ce qui rapprochait le niveau d'existence de l'ouvrier du niveau des prix du marché.

Combien de temps se maintint cet « équilibre » entre les prix du marché et les salaires ? La hausse des prix ne discontinuait pas — et les salaires restaient stationnaires. En 1937, les prix ont à peu près doublé. La Table ci-dessous nous donne un aperçu bien net de la hausse des prix des produits de première nécessité en 1936-1937.

LA TABLE DES PRIX EN 36-37

Produits de 1 ^{re} nécessité	1936	1937	La hausse des prix en %
	Prix du klg ou litre Frs.	Prix du klg ou litre Frs.	
Pain	1,63	2,60	59,5 %
Viande	23,70	31,35	31,9 %
Saindoux	8,90	11,45	28,7 %
Beurre	16,45	30,55	80,0 %
Œufs, la douz.	7,15	13,00	81,8 %
Lait	1,12	1,85	54,2 %
Pommes de terre	1,09	1,05	(baisse) 3,8 %
Pâtes	5,35	7,65	43,0 %
Chocolat	10,15	14,20	40,8 %
Sel	2,07	2,20	6,4 %
Bière	1,22	1,45	19,7 %
Savon	3,30	5,40	63,9 %
Pétrole	2,00	2,37	18,5 %
Charbon	19,55	23,35	19,4 %
Gaz	0,95	1,20	26,3 %
Electricité	1,55	1,65	6,5 %
Café	18,50	21,20	14,6 %
Métro	0,70	1,10	57,1 %
Autobus	0,30	0,45	50,0 %
La moyenne de la hausse des prix			38,5 %

Déjà, dès la première moitié de l'année 38, les chiffres ci-dessus furent bien dépassés par la hausse des prix ultérieure.

Les tables ci-dessus nous montrent franchement la stagnation économique du système de régie capitaliste. Le marché déborde de marchandises et, cependant, les prix ne se décident pas à tomber, mais continuent à grimper, toujours plus haut, plus haut encore. Toutefois, en se heurtant à la poche vide des millions de sans-travail, nous les voyons, en plu-

sieurs cas (en 35-36) hésiter à passer au-delà de la région des centimes — phénomène caractéristique de la crise de l'époque. Ici, dans ce temps d'industrialisation titanesque, les pertes ne sont pas causées par l'augmentation des salaires, mais tout particulièrement, par l'arrêt des machines. Au fur et à mesure de l'augmentation du nombre des chômeurs, de nos jours — augmente le nombre des machines en chômage. Cependant, chaque machine est au prix d'or, et l'or ne doit-il pas être productif d'intérêts ? Mais les machines ne peuvent fournir du travail, que lorsque le capital les desservant, a son roulement normal, ce qui, vu l'immense disproportion existant actuellement entre l'offre et la demande, devient impossible. L'affaire n'est pas seulement dans la machine coûteuse, mais aussi dans le poids d'or de tous les accessoires au service de la production. Les bâtiments, les routes, les moyens de transport, etc., l'usine, qu'elle fonctionne ou non — sont rongés par le temps. Tous ce poids de l'industrie contemporaine demande l'harmonie de l'économie populaire, qui, elle seule, amènera l'industrialisation mondiale à des résultats positivement prodigieux. Mais ce n'est pas au système capitaliste, avec tout son attirail de concurrence arbitraire, à la façon anarchiste, — ce n'est pas à ce système-là de créer cette harmonie indispensable. La seule chose que les capitalistes surent faire, c'est de créer au lieu d'une économie harmonieuse, une véritable organisation de bandits — le monopole des trusts, qui, de par sa nature même, ne fait que rendre encore plus profonde la cacophonie de l'économie mondiale. La roublardise belliqueuse de Hitler, les intelligences secrètes de

Chamberlain, les prédications magiques de Roosevelt, les trames de Daladier, transformant la Chambre des Députés en gendarmerie, en caserne, l'aventure du Mikado, l'escrime de Mussolini avec les nègres, les billevesées de Staline et compagnie, — tout ceci nous dit que la discordance de l'économie mondiale a déjà dépassé toutes les limites possibles, en résultat des agissements des compagnies monopoleuses de l'or et du fer. Cette discordance, au sein du capitalisme, ne cesse pas de saper les bases de son propre système et conduit l'humanité vers une catastrophe effroyable. Cette discordance coûte actuellement des milliards, et ce sont les travailleurs du monde entier qui en supportent le poids. Oui, c'est ce système-là qui tient le monde en effervescence continuelle. Et comme conséquence, d'une part, le chômage, d'autre part la lutte pour l'augmentation des salaires ; d'autre part, la hausse impétueuse des prix ; d'une part, le marché bondé de marchandises, d'autre part, la stagnation universelle de la demande, et en résultat de tout cela : la crise monétaire chronique.

En 35-36, en dépit des prix qui hésitaient encore à s'élever au-delà des limites des centimes, il devint difficile aux ouvriers, parce qu'ils ont atteint un certain niveau culturel, de supporter, même en réduisant leurs dépenses quotidiennes, les frais qui ne cessaient de monter, de leurs conditions d'existence, malgré les restrictions qu'ils s'imposaient dans les produits, tels que : lait, café, chocolat, bière, pétrole, gaz, électricité, etc... En 36, les prix des produits ci-dessus ne purent monter même d'un sou. La bière restait stationnaire (1,12-1,12), le lait n'augmenta

que de 10 centimes (1,10-1,20). Il y eut même une baisse : de 7 centimes pour le savon (2,07-2,00) et de 45 centimes pour le charbon (20,00-19,55) ; le gaz et l'électricité restèrent stationnaires, le café baissa de 0,70 (19,20-18,50), les pâtes de 0,15 (5,50-5,35), le chocolat de 1,70 (11,85-10,15). Les ouvriers, en dépensant un peu moins sur ces articles, compensaient, ne fût-ce que partiellement, la cherté des autres produits, les plus indispensables, comme par exemple le pain (1,60-1,63), la viande (20,65-23,70), beurre (13,15-16,45), œufs (6,36-7,15). Les bas prix des pommes de terre peuvent s'expliquer par le fait que les chômeurs en faisaient la culture eux-mêmes, sur des terrains suburbains, et s'en nourrissaient.

De cette façon, il nous est clair, que la crise réduit, avec quelle insistance, la consommation par les travailleurs de tel ou tel produit de première nécessité, en les poussant jusqu'à une ration de famine, et pour les chômeurs, jusqu'à la tombe. Ces derniers ne sont pas du tout en état de s'acheter ni viande, ni beurre, ni œufs, ni fromage... et avec la pomme de terre seule, ils n'iront pas loin. Quel est celui qui souffre de la crise, sinon le travailleur ? La bourgeoisie n'en est pas atteinte. Par l'entremise du marché monopolisé, elle rejette le poids des difficultés éventuelles de ses entreprises sur le dos des travailleurs, ce qui, par exemple, n'empêche pas certains bourgeois d'adresser à leur fils ou leur fille, en Suisse, où ils sont pour se distraire, des billets ainsi conçus :

« Chéris ! Pour quelle raison, ce mois-ci, avez-vous réduit de 30.000 vos dépenses ? N'êtes-vous

pas souffrant ? » Et ceci, pendant que l'ouvrier n'a pas de quoi acheter un verre de lait à son enfant malade !

La table des prix de l'année 37 est tout autant caractéristique. Une fois l'augmentation des salaires obtenue, le marché des marchandises, affligé de la crise générale, se jette comme un loup affamé sur cette surpaie, et avale tout ce que, hier, le patron avait concédé à l'ouvrier. En tout premier lieu, les ouvriers veulent se débarrasser de la crasse qu'ils avaient amassée sous la pression de la crise capitaliste des années 35-36. Et l'effet immédiat : les prix du savon montent de 3,30 en 36, à 5,40 en 37.

Néanmoins, la vie économique du pays semble éprouver un soulagement, on espère des temps meilleurs. Toutefois, sur le fond de la crise générale du système capitaliste suranné, cette animation d'une seconde ressemblait au dernier sourire d'un mourant. La maigre animation de l'année 37, due à la partielle satisfaction des revendications journalières, et cela, aux dépens du réoutillage des usines (à ne lire que les lamentations de « L'Humanité » à propos des « patrons-saboteurs ») finit par apporter non pas l'espoir, mais la déception et la ruine : c'est la descente vertigineuse du franc, c'est la hausse impétueuse des prix. Les conditions de vie de l'ouvrier rétrogradent jusqu'au niveau de l'année 35 et en-dessous encore. Les salaires de ces temps ne marquaient qu'une hausse de 5,1 %, tandis que la moyenne du renchérissement de la vie atteignait 6,1 %. (Les salaires des manœuvres, en 1935, par semaine : 330 francs ; en 1936, 350 francs par semaine, donc, en moyenne : 1/9 %). En compa-

raison de l'année 36, l'année 37 fit empirer la situation de l'ouvrier en proportion de 38,5 %. En 37, il fallut à l'ouvrier non seulement diminuer la largeur de sa table, mais aussi, rétrécir sa chemise.

Tels furent les résultats de la pompeuse victoire de l'année 36. Toujours est-il qu'il fut donné à l'ouvrier de laver une seule fois, sa chemise, décemment. Eh bien ! c'est toujours ça...

Mais ceci n'est que le côté purement économique de l'affaire; voyons maintenant ce que la « victoire » de l'année 36 a donné à l'ouvrier du point de vue politique.

Du point de vue « conquêtes politiques », les ouvriers, en l'année 36, non seulement n'arrivèrent pas à quelques résultats positifs, mais, bien malencontreusement, perdirent encore du terrain, et premièrement, les belles espérances qu'ils plaçaient en ce « Front populaire » de Blum et Thorez-Cachin. Aujourd'hui, l'espoir fit place à la plus cruelle désillusion.

La satisfaction fictive de leurs revendications partielles, ne fit que démoraliser les ouvriers, en émoussant leur vigilance révolutionnaire. Cette occurrence délia les mains aux dirigeants des organisations ouvrières et ils se sentirent libres de tous engagements devant la classe ouvrière. Des exécuteurs des plans de la classe ouvrière, les voilà devenus des « sergents-majors » du haut commandement, auprès de Messieurs les patrons. Mais même promus à ce grade, ils ne se gênent pas de se vanter des « acquisitions » de l'année 36, acquisitions dont, à ce moment, il ne reste pas plus de traces que d'une brebis, après que le loup l'a mangée.

En 37-38, les ouvriers recommencent à placer leurs piquets aux portes des usines et des fabriques occupées. Hélas ! cette fois, ils se trouvent désarmés. La grève du métro et des autobus échoue dès le premier jour.

Elle échoue, mais en entraînant avec elle tous les ministres socialistes. Chautemps procède au réarmement « radical » de son Cabinet par de nouveaux Ministres. Mais, hélas - ce changement de décoration ne remédie à rien. Les ouvriers occupent, un à un, les géants de la production : l'Aéronautique, les Usines Renault, Citroën, etc... Chautemps disparaît, avec tout sa panoplie de nouveaux Ministres, avant d'avoir eu seulement le temps de les examiner d'un peu plus près.

Blum reparait sur la scène, avec la permission du Sénat et l'appui des stalinistes. Le Sénat fait preuve d'une grande subtilité, en manœuvrant de façon à conserver à Blum une certaine dose de capital politique, pour ne pas ruiner son prestige, définitivement, aux yeux des travailleurs. La réapparition de Blum, quicque il se soit avéré impuissant à faire cesser les grèves, servit, néanmoins, à préparer la place à Daladier. Toutefois, le programme économique de Blum avait le caractère d'exhibition, tout spécialement préparée pour les ouvriers, comme pour leur dire : « Voyez donc « votre » Blum qui n'a pas encore entièrement oublié le programme du Front populaire. »

Ainsi donc, voici Daladier qui vient prendre la place de Blum. Les stalinistes considèrent son avènement comme la consolidation du Front populaire, mais, en réalité, ce Front a déjà cessé de vivre. A la

veille même de sa chute, Blum se rendit compte de cette vérité, et il en appela, tout d'abord, au Rassemblement populaire, puis, tout droit, au « Front National ». Voici le mot d'ordre : « Front National », devenu la devise principale des stalinistes. Daladier est venu au pouvoir sous les auspices du drapeau portant cette devise. Cependant, les ouvriers maintenaient leurs piquets aux portes des Usines.

La dévaluation du franc, sans cesse réitérée, d'une part ; la cherté de la vie, d'autre part, ; les agitations des ouvriers, de troisième part, mirent derechef en jeu le sort du système bourgeois. Cette fois-ci, les stalinistes se portèrent ouvertement à la défense de ce système, sous le couvert du paravent de la nécessité de sauver la Démocratie du Fascisme teuton. En cela, il est aidé par Hitler, Mussolini et Franco. Au moment où les ouvriers avaient mis leurs piquets aux portes des usines et que les stalinistes s'égosillaient à crier : « Unité contre le fascisme étranger ! » A ce moment, Hitler et Mussolini n'omirent pas, par les bras de Franco, de jeter quelques bombes sur la zone frontière de France, ainsi que de faire couler plusieurs bateaux anglais, destiné à « justifier » les clameurs des Stalinistes sur le danger fasciste.

Ces deux bombes de Franco offrirent aux Hérauts du « Front National » le prétexte à semer la panique parmi les travailleurs, par des clameurs, telles que : « Unité contre les agresseurs fascistes ! » — tout cela, uniquement dans le but de saboter la grève. La grève échoue... avec six sous d'augmentation sur les salaires... Comment ne pas rire ?... Et le lendemain, « L'Humanité » présente ses « félicita-

tions » (!) aux ouvriers, à l'occasion de leur « Grande Victoire », et publiée en caractères gras : « La Bonne Nouvelle » : « Le salaire est augmenté de six sous »... (!!)

Et c'était vrai : les salaires furent augmentés de six sous... et immédiatement suivis de l'augmentation du montant à prélever pour la caisse d'assurance, pendant que les prix allaient leur train, en continuant toujours leurs sauts en hauteur vertigineux. Les masses, à cette « bonne nouvelle », ont simplement tourné le dos à Thorez et au Front populaire. Et c'est pour cette raison-là qu'à la manifestation du 14 juillet, le mot d'ordre : « Thorez au pouvoir ! » fut tourné en ridicule par les manifestants.

Au fait, « la victoire » des revendications journalières et transitoires de l'année 36, ne fut pas la victoire, ce ne fut qu'un os jeté aux masses pour arriver plus sûrement à faire périr le mouvement révolutionnaire du prolétariat français, et tout à la fois, celui du prolétariat du monde entier. Les dirigeants socialistes et stalinistes, avec leur étalage hypocrite de lamentations au sujet de la dictature des « 200 », et leur blâme simultané du mot d'ordre : « le pouvoir au prolétariat », se montrèrent dans cette affaire, de véritables soutiens de la bourgeoisie.

Tels sont, en réalité, les résultats des conquêtes « grandioses » de l'année 36. De quel bout que nous approchions les faits et les chiffres, ils ne peuvent que nous confirmer que les revendications partielles journalières ont déjà fait leur temps et ne peuvent plus servir de pont à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Elles pourraient encore donner des résultats efficaces, uniquement dans le cas où nous vou-

drons aborder la besogne, en commençant par le bout opposé, c'est-à-dire si nous nous mettions au travail d'organisation immédiate des forces militantes de la classe ouvrière et, en tout premier lieu, des comités ou soviets d'usine formés des députés ouvriers. Dans ces conditions, la lutte de classe prendrait tout de suite son véritable caractère et n'aurait pas ce caractère hasardeux qui ne profite qu'aux ennemis de la classe ouvrière.

Dans l'atmosphère de la crise économique générale et de la hausse incessante des prix, des produits de première nécessité, cette augmentation des salaires, ces allocations de chômage, cette réduction des heures de travail, etc., etc., ne peuvent pas alléger la situation des ouvriers et travailleurs. D'autre part, les aumônes partielles accordées par la bourgeoisie au prolétariat, et cela, de connivence cynique avec les chefs stalinistes et socialistes, ne peuvent que servir de freins à l'action révolutionnaire.

Guidé par son flair de classe, le prolétariat instinctivement se porte vers le point d'où il faut commencer la lutte. Mais ses chefs-rénégats tâchent de s'en défaire et, honteusement, se refusent.

La nationalisation des banques, des grandes usines et fabriques, des moyens de transport, des maisons, des établissements culturels, des imprimeries, universités, écoles, théâtres et toutes les institutions sanitaires, d'une part ; les habitations gratuites, l'éclairage, le chauffage, les déplacements, l'eau, les bains, les soins médicaux, les études et l'enseignement assurés aux ouvriers, employés et paysans ; d'autre part, tout ceci n'est réalisable que sous le

régime du pouvoir du prolétariat, dès le renversement du régime capitaliste.

Plus les ouvriers seront énergiques dans leur préparation à la prise du pouvoir, plus facilement ils arriveront à forcer la bourgeoisie et les autorités à donner satisfaction à leurs revendications journalières. Et dans ce cas, ces revendications satisfaites ne peuvent pas figurer comme autant d'aumônes, mais, tout au contraire, peuvent agir sur les ouvriers comme un stimulant dans leur lutte contre les capitalistes.

Si, du fait de l'occupation des usines et fabriques, le mouvement ouvrier n'avait pas menacé l'existence même du capitalisme, la bourgeoisie n'aurait jamais consenti à la semaine ouvrière de quarante heures. Par conséquent, la préparation directe à la prise du pouvoir, loin d'exclure les revendications journalières, leur donne plus de relief encore, en les rendant plus réelles. Toutefois, ces revendications journalières ne peuvent pas, dans les conditions actuelles, stimuler les ouvriers sur le chemin de la conquête du pouvoir, tant que les ouvriers n'auront pas organisé ne seraient-ce que les rudiments de leur pouvoir, sous forme de conseils d'usine formés de députés ouvriers. Sans cela, les chefs rénégats stalinistes et socialistes peuvent encore longtemps se prélasser sur leurs positions, en se garant derrière ces revendications journalières, avec le seul but de démoraliser l'action révolutionnaire. Lorsque, d'accord avec les larges masses des ouvriers sans-parti, les ouvriers communistes et socialistes se mirent à insister auprès des chefs du Front populaire sur la suppression du Sénat bourgeois et l'expropriation des deux cents familles, ces chefs, d'emblée, devinrent agressifs et,

par la langue de Daladier, menacèrent d'abrogation de la semaine de quarante heures, pour... peu après, se muer de nouveau en ses défenseurs. Voilà donc, par quelle sorte de faux-fuyants on tâche de circonvenir les ouvriers en les détournant de leurs tâches les plus urgentes. A ce sujet, relisez attentivement les articles de Blum, Paul Faure, Cachin-Thorez, etc., dans « L'Humanité » ou le « Populaire », ne fût-ce qu'à partir de la seconde moitié du mois de juin ou fin août 1938, et vous vous rendrez compte combien habilement ils ont distribué leurs rôles en vue de faire obstruction à l'action ouvrière.

« Les masses — écrit mon ami — se précipitèrent dans la rue, en clamant haut leur sommation de procéder à l'expropriation des as financiers. Aussitôt, Daladier exhiba son contre-décret de suppression de la semaine ouvrière de quarante heures. La bureaucratie staliniste s'y attendait bien ; elle rejetta le programme du Front populaire et se cramponna aux « quarante heures », et cela, de la façon la plus encourageante. Mais les ouvriers continuaient de crier : « Daladier démission ! » Le mouvement gagnait en intensité et prit une tournure menaçante quant à la sécurité du système capitaliste, tout entier.

« Au fait, dans ces journées critiques, le journal « L'Humanité » révéla son complet désarroi, à ne prendre comme exemple que les numéros de septembre de cette gazette, parus avant et après le meeting qui eut lieu à la Salle Wagram. Lorsque l'entrain révolutionnaire des ouvriers atteint son comble, « L'Humanité » s'efforça d'être un réfrigérant efficace, et elle jeta dans les oubliettes les questions les plus vibrantes de la journée. Toutefois, ni ce

Marx, ni les vociférations au sujet de la semaine quarante heures menacée, rien de cela n'a pu arrêter le mouvement ouvrier. N'étaient-ce les fanfaronnades de Hitler avec ses menaces de guerre, le Comité staliniste central du Parti communiste français aurait dévoilé son inconsistance devant les masses du Parti. Hitler a sauvé les apparences en donnant à « L'Humanité » le prétexte de couvrir son refus honteux de la lutte de classe du prolétariat, par un appel de défi : « Mobilisez contre les fascistes agresseurs », appel dont la fidèle traduction équivaldrait à « Laissez-vous mobiliser pour la défense des « agresseurs démocrates » contre les agresseurs fascistes. »

Socialistes et stalinistes, utilisant cette méthode en Espagne, ont réussi à transformer la lutte du prolétariat pour la révolution socialiste en une lutte contre les « agresseurs fascistes » au profit des agresseurs « démocrates ».

Tels sont les procédés de travail du stalinisme contre-révolutionnaire : saboter les moments décisifs, causer la perte du mouvement ouvrier, puis faire diversion en se répandant en menaces stériles au sujet de toutes sortes de revendications journalières et transitoires, en se livrant au véritable jeu de saute-mouton dans cette alternation des revendications, tout cela, pour endormir le jugement des masses laborieuses.

Comme nous nous en rendons compte aujourd'hui sur l'arène de la lutte de classe générale, ces revendications journalières et transitoires ne sont bonnes qu'à s'entre-manger les unes les autres, et pour donner comme résultat : un zéro, moins qu'un zéro !

L'expérience de la révolution russe de l'an 7, ne se prête pas à sa transplantation automatique en Europe. En 17, la révolution d'octobre ne laissa pas le temps à la révolution de février d'installer les principes d'un régime bourgeois-démocrate, tandis que l'Europe, après sa révolution de février, a depuis longtemps installé ses coutumes parlementaires qui, d'ailleurs, réussirent néanmoins à compromettre tout à fait leur réputation, si bien que la bourgeoisie elle-même les rejette comme des détritiques, à la poubelle. Mais Octobre se fait attendre. Aujourd'hui, la première tâche de la classe ouvrière, c'est d'organiser l'Octobre d'Europe. Le mot d'ordre de « Octobre en Europe ! » doit être au centre de l'attention du prolétariat du monde entier. Si les bolcheviks n'avaient pas réussi à dissoudre l'Assemblée constituante, dès sa première séance d'ouverture, il aurait été plus tard, bien difficile de la combattre.

Il n'en est pas ainsi en Europe. Ici, les membres constituants ont depuis longtemps institué leurs parlements bourgeois-démocrates. A notre époque, ces parlements sont déjà caducs, ils ont dépassé leur âge ; leur rôle historique est fini : ils se meurent. Si ce n'est pas le pouvoir souverain du Soviet des ouvriers, paysans et soldats qui vient les remplacer, ce sera l'oligarchie financière qui imposera sa dictature par l'entremise des Hitler-Mussolini et compagnie.

La seule bouée de sauvetage c'est la devise : « La conquête du pouvoir par le prolétariat. » Il faut le dire clairement, décisivement, avec force. Le lâchage de la bureaucratie staliniste trouve son explication précisément dans le fait qu'elle bat honteusement en

traite devant cette franche devise, la seule véritablement juste, de nos jours.

Il n'y a que les Soviets qui puissent devenir un appui fidèle et continuellement efficace du prolétariat, dans sa lutte de classe contre les agents fascistes de la bourgeoisie. Oui, c'est uniquement aux Soviets qu'appartient à l'avenir l'organisation rationnelle et juste de la défense passive, de la protection des usines occupées, de l'instruction personnelle des ouvriers, du contrôle sur la production, de la sauvegarde des droits individuels de l'ouvrier à l'Usine. Ce n'est qu'aux Soviets de réaliser toutes ces revendications — menues, journalières ou grandes — transitoires. Eux seuls peuvent mettre sur pied l'affaire de la conquête du pouvoir, dans son ensemble.

Le mot d'ordre : « Organisation des Soviets d'usine » doit venir en premier lieu, avant tous les autres, dans toutes formations de prolétaires.

Les ouvriers tirent des conclusions des leçons de choses dont on les régale : des manifestations et meetings populeux restant manifestations et meetings, sans plus, et la bourgeoisie poursuivant, sans encombre, son travail destructif et dissolvant quant aux sources de la production et au pays même. Il n'y a que les Soviets, les Soviets seuls qui puissent donner corps au mots d'ordre des manifestants et aux résolutions des meetings. Par conséquent, c'est par là, par l'organisation des Soviets qu'il faut commencer ! Le moment de la création des Soviets d'usine est non seulement venu, mais il risque même d'être déjà passé, à cause de l'inertie criminelle des dirigeants des organisations ouvrières. Mais mieux vaut tard que jamais. Les prolétaires doivent s'ef-

forcer de réparer cette négligence impardonnable et de rattraper le temps perdu.

Ainsi donc, chaque fabrique, chaque usine, chaque entreprise, petite ou grande, crée un Soviet à soi. Ces Soviets unifient leur pouvoir dans les Soviets municipaux généraux.

Tout ceci se fait, naturellement, en dehors des organes gouvernementaux bourgeois, actuellement en fonctions, de façon à boycotter le Parlement en pourriture, ce domestique et défenseur fidèle de la dictature capitaliste.

Vivent les Conseils des députés, ouvriers, paysans et soldats !

Q

LA « DEMOCRATIE », LE STALINISME ET LES PROBLEMES DE L'EPOQUE TRANSITOIRE

Le but primordial de la démocratie européenne-occidentale, ce fut de transformer, par voie de réformes pacifiques, la société capitaliste en société socialiste. Cela veut dire que l'idéologie ci-dessus, d'ores et déjà, fait ressortir le fait de l'alliance de la démocratie avec la bourgeoisie, dirigée contre les méthodes révolutionnaires de la classe ouvrière, dans sa lutte contre le capitalisme. Aujourd'hui, nous observons cette même idéologie contre-révolutionnaire chez les socialistes et les stalinistes, en admettant, ne fût-ce que pour un instant, que les stalinistes soient capables de jamais avoir une idéologie quelconque. Les vétérans de la dite idéologie essayèrent de trouver une justification à leur conduite. Ils dirent, par exemple, que le socialisme finira par couler dans le sang, seul ou encore, que Marx, lui-même, avait dit : « le capitalisme nous conduit inévitablement à la Révolution ». « Pourquoi faire la Révolution ?... Pour faire couler du sang ?... » Ils se sont mis à nous débiter ces sornettes depuis le dernier quart du dix-neuvième siècle. Pendant ce temps, le capitalisme eut beau jeu et parvint, à maintes reprises, à laver notre planète avec du sang humain, et se prépare, quant à maintenant, purement et simplement, à la noyer dans le sang. Mais il paraît que aux yeux des démocrates, ce sang n'est pas du sang, que c'est... disons, de l'eau colorée. Chaque fois, après un « accident » de cette sorte, ne suffit-il pas d'arranger sous l'Arc de Triomphe, le « tombeau

du Soldat inconnu » pour que les veuves y viennent pleurer leurs maris — soldats bien connus ceux-là ! — et le tour est joué !

En ce qui concerne la refonte de la société capitaliste en société socialiste, sur la base du « réformisme évolutif », les démocrates eux-mêmes préférèrent, de nos jours, passer cette théorie sous silence. A leur grand dépit, les traits de ce réformisme prirent l'apparence d'une écrevisse, capable seulement de marcher à reculons.

Cette vérité saute aux yeux et n'a plus besoin de preuves. Notre tâche, c'est de la faire bien comprendre à la classe ouvrière.

Les revendications journalières et transitoires auraient pu encore donner des résultats positifs si elles avaient été mises en branle avant ou, disons, à la veille de la désagrégation de la démocratie de l'Europe occidentale ; en ce temps-là les masses gardaient encore quelques illusions sur l'avenir de celle-ci. A cette époque-là, oui, on aurait pu lancer ces revendications transitoires, dans l'esprit recommandé par le Programme d'Action, afin de mettre à nu la carence de cette démocratie quant à la solution des problèmes à l'ordre du jour de la révolution prolétarienne.

Mais aujourd'hui, la question se pose autrement. Les réformistes démocrates ont, depuis longtemps, compromis leur prestige, aux yeux des larges masses laborieuses, et cela, bien avant d'arriver aux revendications transitoires. Tous les parlements de tous les pays, nommés « démocratiques », une fois en face de leurs gouvernements bourgeois, se réduisaient à zéro. Les Sénats bourgeois donnent des ordres,

leurs domestiques (Daladier) les exécutent. Le reste ne mérite aucune attention. Les stalinistes et socialistes cherchent les bonnes grâces des gouvernements bourgeois et se considèrent encore heureux de voir leurs propositions de services agréées, ne fût-ce qu'à titre de « casuel », même comme cinquième roue de la voiture. Ils avaient leur importance pour la bourgeoisie, tant que les masses les suivaient aveuglément. Mais, en ce moment, le tableau n'est plus le même. Les masses se refusent à être menées plus longtemps par le bout du nez. L'autorité bourgeoise ne peut plus les retenir en soumission qu'en usant de mesures de contrainte. Quant à la démocratie de l'Europe occidentale, elle ne fut jamais autre chose qu'un instrument de duperie entre les mains de la bourgeoisie. Mais tout ceci, c'est déjà du passé ; la place est donnée à la violence, c'est-à-dire au fascisme : comme voyant, la bourgeoisie se dépêche de se débarrasser de toutes ces démocraties, en jetant cette pacotille dans la boîte aux ordures. Les appellations, telles que : « la démocratie », « le pacifisme démocratique », « les pays démocratiques », etc., sont encore en usage chez les stalinistes et les socialistes — tout particulièrement chez les stalinistes — mais par le grotesque de leur fausseté évidente, elles ne peuvent que prêter à rire. Les stalinistes et socialistes collent l'étiquette de « démocratique » à chaque pays resté vainqueur dans la guerre mondiale et, actuellement, oppresseur implacable de centaines de millions de créatures humaines, dans leurs colonies. Ils continuent à les appeler « démocratiques », même lorsque les ouvriers manifestants sont, sur l'ordre du gouvernement et dans les rues principales des

villes centrales de leur pays même, soumis au feu de salve des forces armées, et que les réunions des ouvriers sont dispersées de vive force. Comme la démocratie de l'Europe occidentale s'est enterrée elle-même avec sa II^e Internationale, par son « patriotisme », en 1914 ; de même le stalinisme, par ses tendances chauvines, est en train de s'enterrer lui-même et sa III^e Internationale.

A ce sujet, nous lisons dans la lettre de mon ami français ce qui suit :

« Les stalinistes et les socialistes se sont engagés au service de la bourgeoisie, même sans que celle-ci prît le soin de les inviter ; ils demandaient avec insistance la guerre avec Hitler, même au cas où les Tchèques consentiraient aux concessions demandées par Hitler. « L'Humanité » ne se gênait pas d'écrire ouvertement que les frontières de la Tchécoslovaquie représentaient les frontières de la France et en appelait au peuple français pour se faire mobiliser et aller mourir pour ces frontières. Mais en même temps, sur-le-champ même, Daladier donne son acquiescement à une entente avec Hitler... Hypocrisie bœuf !!...

« Hier encore — continue la lettre de mon ami — hier encore, les feuilles bourgeoises n'accablaient-elles pas de reproches les organisations ouvrières, en leur imputant la surexcitation révolutionnaire des masses, pour qu'elles veillent tenir compte du « danger du dehors » ? C'est probablement pour la même raison que — aujourd'hui également — les stalinistes se sont empressés d'assumer une position chauvine, d'une orientation contre-révolutionnaire, et d'exhorter les ouvriers et paysans de planter

là la lutte de classe et d'aller se faire tuer pour « les intérêts de leurs « pays », les capitalistes ». Au fait, la question du danger « du dehors » ne fut mise en branle par les capitalistes que tout spécialement pour jeter la démoralisation au sein du « danger du dedans », qui constituait une menace à la domination capitaliste. N'est-ce pas hier que les ouvriers eurent une échauffourée avec les gardes mobiles, pendant que, dans un combat corps à corps, ils réclamaient la liquidation des deux cents familles ! Et quelle ne doit pas être la joie des capitalistes en voyant aujourd'hui les stalinistes tenir le rôle de leurs agents, à eux, invitant les ouvriers de renoncer aux manifestations et à aller exposer leur vie pour les intérêts de ces mêmes deux cents familles, en se portant à la défense des transactions louches de ces spéculateurs dans les colonies, en Espagne, en Tchécoslovaquie, etc... Et quand la bourgeoisie elle-même laisse voir sans vergogne, qu'elle s'oriente vers Hitler ! Malgré tout, cette bourgeoisie ne trouve pas d'objections et ne décline pas les services que les stalinistes lui rendent, par cette pratique de chauvinisme démoralisant. »

Cette posture d'infâmie est un trait spécifique de tous les rénégats et traîtres aux intérêts de la classe ouvrière, de sorte que la ligne de conduite des stalinistes français ne doit pas nous surprendre. Notre besogne est de définir les places revenant à chacun. Cependant, quand la bourgeoisie française se montre solidaire d'Hitler (ce dont aucun ouvrier conscient ne peut plus douter) sur quoi se fonde-t-elle cette même bourgeoisie qui n'objecte rien aux stalinistes qui, eux, littéralement, brûlent de faire la guerre à

Hitler. L'explication de ce « mystère » est toute simple. Les intérêts des capitalistes français, allemands et de toutes autres nationalités, coïncident, lorsque la classe ouvrière se porte contre le système capitaliste en général et les détenteurs du pouvoir de tel ou tel pays. En cette occurrence, les capitalistes français, conjointement avec les capitalistes des autres pays, adressent une invite à leur ami fidèle Hitler, à faire le méchant et à tâcher de bien effrayer le monde avec le fantôme de la guerre, et en créant ainsi un prétexte pour terroriser les travailleurs de tous les pays. Mais, même dans ce cas, les capitalistes restent ce qu'ils sont : des capitalistes. En leur qualité de possesseurs de la propriété privée, ils sont, naturellement, toujours prêts à défendre leurs intérêts capitalistes personnels les uns contre les autres. Et il arrive que les intérêts d'un groupe de capitalistes se heurtent à ceux d'un autre groupe, et ceci amène véritablement à la déclaration d'une guerre.

De quelle autre sorte de guerre entre Allemands et Français peut-il être question, sinon d'une guerre pour les intérêts des capitalistes de ces deux pays ! Qui est le vrai patron de la France de nos jours ?... Qui est le patron de l'Allemagne contemporaine ?... C'est le capitalisme : c'est les capitalistes français, les capitalistes allemands. Et nous autres, nous connaissons bien quelle sorte de traitement ces patrons-là appliquent aux ouvriers de leur pays respectif.

A quoi se réduisent les intérêts des ouvriers allemands ou français dans la guerre des capitalistes entre eux ? A une chose unique : à mourir stupidement, pour rien, pour les intérêts des capitalistes. Ceci est clair comme le jour. Et c'est précisément

cela, ce que les bureaucrates stalinistes préconisent aux ouvriers français !

Mais, en se conduisant de la sorte, les stalinistes n'étaient-ils pas tout simplement désireux de se porter en défense du « droit de libre disposition » de la Tchécoslovaquie, en tant que petite nation ? Mais même avant tout ceci, la Tchécoslovaquie n'était nullement libre. Sous le règne des sociétés capitalistes mondiales, il n'y a pas, il ne peut y avoir de liberté pour les petites nations. Elles ne peuvent se libérer que de concert avec la classe ouvrière, par la subversion du pouvoir capitaliste en France, en Allemagne, en Angleterre, en Tchécoslovaquie... Tout le reste est du bavardage... du charlatanisme, pratiqué délibérément, pour servir de paravent à l'obséquiosité la plus servile à l'égard de la bourgeoisie nationale. Hitler vint sur l'invitation des capitalistes tchécoslovaques qui l'avaient appelé tout spécialement pour écraser la grève générale des ouvriers tchécoslovaques. Mais qui sont-ils, ces capitalistes tchécoslovaques ? Ils forment un seul bloc avec les capitalistes français, anglais, allemands. Et voilà que les stalinistes se couvrent de honte, en taxant la lutte de classe des ouvriers tchécoslovaques de « protestation nationale » contre l'emprise allemande et pour la « démocratie ». Quelle *infâmie* !

Sur qui devait-on compter pour appuyer la lutte de classe des ouvriers tchécoslovaques ? Sur les prolétaires de France, d'Allemagne, d'Angleterre... En quoi devait consister leur appui ? Uniquement, en la lutte contre les capitalistes de leurs pays respectifs. Et les stalinistes demandaient que le gouvernement bourgeois de France se hâtât de porter secours à la

« démocratie » tchécoslovaque, autrement dit, aux capitalistes « tchécoslovaques ». Mais il s'est trouvé que ceux-ci avaient déjà un défenseur, et bien décidé, celui-ci. Et la bourgeoisie d'envoyer Daladier chez Hitler, pour que celui-ci se dépêchât de délivrer les capitalistes tchécoslovaques des ouvriers tchécoslovaques, et pour que, par la même occasion, il tint la France sous la menace de la guerre, — ceci, pour nettoyer les rues de Paris des éléments révolutionnaires et de leurs manifestations! C'est ainsi que la Compagnie mondiale des Trusts réussit à abattre deux des lièvres d'un seul coup. Toutefois, les stalinistes, avec leur donquichottisme politique leur donnèrent un fameux coup d'épaule, et cela, non par erreur, mais en connaissance de cause.

En somme, qu'est-ce que c'est que ce Hitler? — C'est l'élu des capitalistes de tous pays, appelé à agir contre l'action ouvrière mondiale. Ce serait, tout bonnement, dénaturer les faits, que de prétendre que Hitler ne fait que défendre les intérêts des capitalistes allemands uniquement. Mais alors, où trouver l'explication de la solidarité des capitalistes étrangers avec Hitler? Le but de Hitler, autrement dit, du fascisme, — c'est d'unifier toutes les forces capitalistes contre la révolution prolétarienne. C'est ainsi que le fascisme représente un phénomène d'un caractère international, — un mouvement soutenu, économiquement et politiquement, par les capitalistes de tous les pays du monde. Hitler est le mignon de cette force : c'est ce qui fait que dans la sphère de la politique extérieure, il se sent comme chez lui. On nous dit : « Hitler ne craint personne! » — Bien drôle, ceci! Qu'a-t-il à craindre de ses amis?... Chamber-

lain, Roosevelt, Daladier?... Mais il y a une chose que Hitler craint, — ensemble, lui et ses amis, ils craignent, ils tremblent devant le spectre de la révolution prolétarienne, ce spectre, qui erre à travers toute l'Europe. Et c'est ça ce qui ôte le repos à tous les Hitler du monde. Ils sont prêts à se lancer dans la pire aventure belliqueuse, pour essayer de semer la démoralisation dans le camp de l'action révolutionnaire du prolétariat européen! Et ces chauvins de stalinistes, qui vont au-devant des stratagèmes de tous ces Hitler fascistes!

Hitler n'a pas peur des mobilisations en France ou en Angleterre, malgré que ces étourdis de stalinistes et de bureaucrates de la C.G.T. s'imaginaient de pouvoir lui en imposer ; Hitler n'a pas peur des soldats, dressés à la discipline de fer sous le règne de la bourgeoisie. Hitler a peur de ces millions de gueules qui crient dans les rues de Paris : « A bas la dictature des 200 familles ! », « Daladier démission ! »... et en conséquence, la presse bourgeoise, en touchant accord avec la presse staliniste, s'est abstenue d'en faire rien savoir aux ouvriers allemands. Pour qui d'autre, pouvait-elle le cacher ? Pour la bourgeoisie?... Non! La bourgeoisie, aussi bien que Hitler, fut immédiatement renseignée. Mais on avait toutes les raisons pour dissimuler ces faits aux ouvriers d'Allemagne, d'Angleterre, d'Amérique...

Hitler se rend parfaitement compte qu'au pis-aller, si la guerre venait à éclater, elle serait conduite de concert avec les capitalistes de tous pays, en tant qu'expédient excellent pour pratiquer une saignée abondante dans les masses révolutionnaires d'Alle-

magne, de France, d'Angleterre, etc., afin de démoraliser leurs rangs et faire échouer l'action révolutionnaire. La guerre ne favorise pas la marche de la révolution, elle l'embarrasse. C'est pour cela que les aventures militaires de Hitler se comptent par séries. Il s'en suit qu'en insistant sur la mobilisation des Français, les stalinistes chauvins rendirent au mouvement ouvrier un mauvais service, un coup de pied de l'âne.

Le seul moyen de vaincre Hitler — et avec lui toute cette bande de vampires suçant le sang du monde entier — c'est la solidarité active des ouvriers allemands et français. Bien entendu, cette solidarité ne s'obtient pas à l'aide des manigances chauvines de quelque Thorez, mais en persévérant dans la lutte de classe implacable contre la bourgeoisie nationaliste. Le Hitler allemand vint au pouvoir en marchant sur des tas de cadavres d'ouvriers allemands. Un Hitler français prendra la même route, si la classe ouvrière de France laisse les stalinistes continuer leur rôle de traître — rôle qu'ils avaient déjà joué, avec succès, en Allemagne.

La défense de la paix ne veut pas dire : mobilisation des réservistes. De nos jours, la défense de la paix ne peut être assurée que par le renversement du régime de la bourgeoisie des pays respectifs.

Comme nous le voyons, tous les faits, pris sur le vif, nous disent clairement que, dans les conditions actuelles, entre les revendications de la classe ouvrière et la révolution prolétarienne, toutes les étapes sont franchies. « Toutefois, il existe des éléments, entravant la marche en avant de la révolution, ce sont : la démocratie et le stalinisme, qui, tous les

deux, s'accrochent à ces revendications transitoires, afin d'élever une barrière entre le moment de l'action et la révolution. A peine touche-t-on à la question de telle ou telle autre revendication qu'ils se mettent à lancer feu et flamme. C'est ainsi que la question de la semaine française de quarante heures a manqué de provoquer la guerre mondiale, mais ce qu'elle n'a pas manqué, c'est de paralyser le mouvement ouvrier en France. Daladier lui-même avait soulevé cette question, tout spécialement, pour détourner l'attention des ouvriers de celle des « deux cents familles ».

Les revendications transitoires ont joué leur rôle, dont la tâche était de faire ressortir le caractère fictif de la démocratie de l'Europe occidentale. Mais le jour est venu quand les masses disent : « Cette illusion a vécu, voyons la suite ! » Si nous ne faisons que revenir continuellement sur nos pas et reprendre toujours les mêmes revendications, tout se réduirait au remâchage perpétuel — et intolérable ! — des choses dites et redites, à ne prendre que la demande du contrôle sur la production, si on s'avisait à en attendre la réalisation de la part du Parlement bourgeois !...

Le caractère utopique de cette méthode fut plus d'une fois soulignée par l'histoire et ne peut, quant à présent, que faire rire le monde. Même dans les années de triomphe de la démocratie de l'Europe occidentale, il ne se trouva personne, parmi les hérauts du parlementarisme, qui s'aventurât jamais à souffler mot de quelque contrôle que ce fût sur les ressources matérielles et pécuniaires des maîtres de céans. Qui donc, voyons, leur aurait adjugé le droit de le faire ?... Le fin mot de l'affaire n'est pas dans

des portefeuilles des ministres, ni dans des discours des parlementaires, mais dans les coffres révélant le magot des richards. Et dans les conditions actuelles, à la moindre tentative de la part des ministres socialistes, dirigée contre toutes ces panses à argent, ces ministres risqueraient d'être immédiatement jetés par dessus bord. Le patron n'y va pas de main morte. Les réformistes le savent fort bien, et voilà pourquoi ils sont si dociles. Exercer le contrôle sur les sacs d'argent, cela veut dire : les avoir en sa possession, mais un droit pareil — droit de possession — ne peut être gagné que par la force, et les « démocrates » ne veulent pas en entendre parler. Jusqu'à ce plan économique, cependant si modéré, si froussardement conciliateur de l'ex-Premier Ministre Blum, qui, présenté par celui-ci, creva comme une bulle de savon, sous l'éclat de rire homérique de Messieurs les sénateurs, ironiques.

Mais, d'autre part, la démocratie européenne occidentale avait rendu aux capitalistes un service inestimable. En lui déliant les mains des entraves de la monarchie et du féodalisme, elle donna au capitalisme des droits politiques et économiques illimités, tout en lui assurant le pouvoir absolu. Le rôle des Ministres socialistes dans les Parlements démocratiques se réduisit à faire le bouclier de défense de Messieurs les exploités contre leurs exploités. L'arène parlementaire devint un cirque où se déroulaient des matches destinés à parer les coups des ouvriers. Toute la période de la suprématie démocratique européenne fut une bacchanale de l'arbitraire, dansée par la bande de pillards financiers du monde entier.

Cette liberté totale donna naissance au monopole capitaliste, cette forme définitive de l'absolutisme du capital financier dont les procédés ne peuvent être caractérisés autrement que comme le pillage organisé.

Et bien, tous les Etats du monde ne font que se prêter à ce pillage !

Non seulement les peuples coloniaux, non seulement les ouvriers, les classes laborieuses, les paysans des pays continentaux, mais aussi de petits commerçants, de petits producteurs, souffrent de ces monopoles pillards.

« Moi — pense le petit propriétaire — on m'a donné plein droit d'administrer mon bien, comme je le veux : d'acheter, vendre, produire, amasser, en un mot, faire comme cela me plaît. Et cependant, malgré cette complète liberté de ma vie, je me sens bien à l'étroit. Des forces mystérieuses m'oppressent de tous côtés. »

La teinte démocratique du régime bourgeois ne laisse pas au petit propriétaire le moyen de distinguer que cette pression, si dure et implacable, vient du côté des trusts.

Ces paysans, petits propriétaires, ces petits producteurs urbains, ces petits commerçants, de quoi, en somme, ont-ils besoin ? Ils ont besoin d'une certaine somme de crédit au taux d'intérêts légers, puis de l'allègement des contributions directes, de l'abolition des contributions indirectes, etc... Que fit pour eux la démocratie occidentale européenne ? Elle laissa empirer leur condition d'existence. La petite paysannerie est tombée dans la misère, les paysans abandonnent leur terroir et s'en vont dans les villes pour chercher à gagner leur vie. Qui donc viendra les

délivrer du joug du capitalisme ? Serait-ce le fascisme ?... Toutefois, la situation des petits propriétaires besogneux en Allemagne, en Italie et en Autriche, nous laisse voir que le régime fasciste ne s'installe pas pour autre chose que pour légitimer le poids des charges qui pèsent sur cette classe de gens laborieux, et cela, par voie législative. Cela veut dire que tout comprimé qu'il soit sous le régime démocratique, le petit propriétaire ne peut se rendre compte, d'où vient cette pression et qui est l'opresseur, tandis que sous le régime fasciste, tout en comprenant fort bien qui est son oppresseur, il ploie sous la violence et se résigne à le servir. Toute la différence est là. Les fascistes ne liquident pas les trusts, au contraire, ils les encouragent.

A qui donc de venir libérer les petits propriétaires accablés et pressurés par le capitalisme monopolisateur ? A qui de leur donner des terrains, du crédit à bon marché, d'autres facilités nécessaires ? A qui d'abolir les contributions indirectes, de diminuer les contributions directes, de mettre fin aux spéculations à la Bourse, de baisser les prix des loyers et ceux des transports, etc., etc... Il n'y a que le pouvoir des députés ouvriers, paysans et soldats, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, qui puisse arriver à le faire.

La libération du joug de l'oligarchie financière n'est possible que par la dictature du prolétariat. Ce n'est que la dictature du prolétariat qui peut être capable de liquider les compagnies monopoleuses des gros financiers.

Les masses opprimées sentent la nécessité d'y arriver. La tâche de cette période transitoire c'est de

canaliser ces dispositions d'esprit, vers le renversement des compagnies monopoleuses, des trusts. Ces compagnies ne peuvent pas être contrôlées. Il faut les liquider.

LA DICTATURE DU PROLETARIAT EST LA DEMOCRATIE VERITABLE

Invoquer l'oligarchie de Staline, en la citant comme modèle de dictature du prolétariat, serait, tout simplement, dénaturer les faits réels. Au moment présent, il n'y a pas de dictature du prolétariat en U.R.S.S. Ce qu'il y a là, c'est le règne de l'oligarchie des usurpateurs. Au moment de la dictature du prolétariat, les classes laborieuses jouissaient de la liberté la plus large, dans le sens exact de ce mot. Ceux qui n'étaient pas libres, c'étaient les exploités, les spéculateurs, les usuriers, les koulaks (paysans capitalistes) et leurs laquais des partis contre-révolutionnaires. Actuellement, sous Staline, tout est tourné sens dessus dessous. Tous sont libres excepté les ouvriers, les paysans, les petits employés.

Sous la dictature du prolétariat, les citoyens soviétiques vivaient en se passant de passeport, et cela pendant treize ans, tout juste, depuis octobre de l'an 17, jusqu'au moment des arrestations en masses des bolcheviks léninistes. Les hôpitaux, les pharmacies, les écoles, les bibliothèques, les théâtres, les maisons d'habitation, l'éclairage, le chauffage, les bains, les transports, et ainsi de suite, tout ceci était mis gratuitement à la disposition des ouvriers et des travailleurs. A deux heures du matin, au besoin, les docteurs appelés se présentaient au domicile de l'ouvrier, sans rémunération de sa part. Le répondant des ouvriers était le Commissariat du Peuple pour la Santé publique. Toutes les maisons d'accouchement étaient gratuites. L'Etat prolétarien lui-même

faisait de la propagande pour ces maisons, afin d'éviter des accidents aux femmes en couches et pour leur donner l'assistance des médecins compétents.

L'enfant nouveau-né, aussi bien que sa mère, recevaient des subsides spéciaux pendant deux ans, et il est à noter que la mère était dispensée de tout travail pendant six semaines avant et six semaines après la naissance de l'enfant, tout en gardant le droit à tout son salaire au cours de cette suspension de travail, sans la moindre retenue, avec en plus l'allocation additionnelle du Commissariat du Peuple pour la Santé publique. Et il faut bien considérer que dans la vie domestique des classes laborieuses, cette question est une des plus embarrassantes. Le Commissariat du Peuple pour la Santé publique, aussi bien que celui de l'Instruction publique, se trouvaient entièrement à la disposition de l'Union féminine. Mais aujourd'hui, sous le régime de Staline, tout ceci est bouleversé de fond en comble.

Naguère, les imprimeries, les établissements d'édition, les bibliothèques, les journaux et revues étaient mis à la pleine disposition des travailleurs ; comme collaborateurs des journaux, il y avait même des bergers, et nous vous prions de croire que ces derniers trouvaient parfois à mettre sur le papier des idées beaucoup plus sérieuses et spirituelles que bien des journalistes bourgeois, qui se montrent incapables de voir autre chose que des filles nues.

C'était l'inviolabilité absolue de la personnalité de l'individu : la torture corporelle et l'affront moral, de la part des hommes d'Etat, à l'égard des citoyens soviétiques, étaient considérés comme autant de crimes contre le droit public. Les prisons cessèrent de

s'appeler ainsi, et reçurent dorénavant le nom de maisons correctionnelles. Les délinquants illettrés ou peu conscients, après avoir terminé le temps de leur réclusion, sortaient de ces maisons correctionnelles ayant appris à lire et à écrire, l'intelligence plus développée et de plus avec plusieurs métiers appris. Dans ces maisons correctionnelles, il y avait des bibliothèques, des salles de lecture ; il y fut organisé des sections théâtrales, musicales, d'œuvres d'art, et plusieurs autres initiatives culturelles se manifestant à l'aide des reclus. Eux-mêmes travaillaient dans ces sections et en assumaient l'administration.

Les ouvriers et les employés avaient dans toutes les villes de l'Union Soviétique, leur logement, éclairage, chauffage, école pour leurs enfants, école pour les adultes de tout âge, tout cela gratuit. On fournissait gratuitement les accessoires pour les études, et, au besoin, on donnait aussi des vêtements et des chaussures aux écoliers. Nous pouvons déclarer, le front haut, qu'au long de toute l'histoire de l'humanité, personne n'a jamais vu une protection aussi bien organisée que celle que l'Etat donnait alors aux enfants du peuple laborieux. Toute cette besogne était organisée et administrée par la masse même des ouvriers, des paysans et des intellectuels laborieux. Le rôle de l'Etat ne fut que de les soutenir matériellement et moralement.

D'autre part, la dictature du prolétariat châtiât sévèrement les éléments contre-révolutionnaires de la classe des anciens exploités, qui continuaient leurs agissements dirigés contre la révolution et la liberté des travailleurs.

Oui, dans ces temps, l'U.R.S.S. avait sa démo-

cratie véritable, sa démocratie de fait. Et dire que tout ceci se passait au cours de cette cruelle période de désarroi économique, résultat des guerres mondiale et civile, et du boycottage de tous les États impérialistes, y compris, naturellement les « deux cents familles » françaises, dont les chars d'assaut, de tous côtés, montaient à l'assaut du jeune pouvoir prolétarien.

Aujourd'hui, de tous les avantages de la dictature du prolétariat, mentionnés ci-dessus, Staline n'a gardé que les restes piteux d'une brebis égorgée : tout juste les cornes et les pattes.

C'est pour cette raison que Staline s'est empressé, par sa fameuse « constitution » de troquer la dictature du prolétariat contre la sienne, une soi-disant « démocratie soviétique ». Qui d'autre avait besoin de cette « démocratie », sinon les parasites, les bas flagorneurs, les égoïstes obtus ne tenant qu'à leur peau et à leurs intérêts personnels, les bureaucrates irresponsables, les usurpateurs de l'oligarchie stalinienne, agissant contre les intérêts des ouvriers, des paysans et des employés !

Qui tient à la démocratie ? Les exploités eux-mêmes ne peuvent plus souffrir la démocratie, surtout lorsque ce sont eux qui gouvernent. Lorsque, sous le régime capitaliste, nous réclamons la démocratie, cela veut dire que nous la revendiquons pour les classes actuellement exploitées : pour les ouvriers, paysans, intellectuels laborieux. Nous demandons que les travailleurs aient à leur disposition l'imprimerie, le papier pour leurs journaux et livres, les locaux pour leurs réunions et leurs meetings, la poste, le télégraphe, les stations de T.S.F., le réseau

téléphonique, les hôpitaux, les établissements culturels, les moyens de transport, les maisons d'habitation, etc., etc...

La démocratie européenne a-t-elle donné aux travailleurs de l'Europe tous ces avantages ? Nullement. C'est la cause de sa perte. Du moment où les travailleurs comprennent la fausseté de cette démocratie, ils lui tournent le dos et elle périt.

Les adeptes de cette démocratie peuvent nous crier cependant : « Mais qu'est-ce qui vous empêche d'avoir tout ceci ? — Qu'est-ce qui nous en empêche ?... L'argent, chers Messieurs ! Oui, l'argent ! Les lois bourgeoises proclament la démocratie pour tous les citoyens, indifféremment, pour toutes les organisations politiques, pour toutes les classes. Mais en même temps, ces mêmes lois démocratiques soulignent ostensiblement le principe de l'inviolabilité de la propriété privée, c'est-à-dire qu'elles laissent aux capitalistes leurs coffres-forts bondés d'or, aux propriétaires d'immeubles leurs maisons, aux fabricants leurs fabriques et usines, aux bourgeois-spéculateurs les institutions culturelles.

Mais alors, que peut-il y avoir de commun entre la démocratie et le peuple d'ouvriers, de paysans et d'employés, qui, eux, restent les mains vides, « gros Jean comme devant », avec leur maigre gain quotidien, ne couvrant même pas les frais modiques de leur existence de tous les jours. Ces stalinistes, ces socialistes, ces radicaux, etc., etc., tous ces « front-popularistes » ne font que crier sur tous les toits : « démocratie ! démocratie ! », mais jamais aucun d'eux n'a laissé tomber une parole sur les imprimeries grandioses dont les presses typographiques impri-

ment des feuilles fascistes, par milliers d'exemplaires à la minute, tandis que les organisations prolétariennes, au cours de leurs réunions, ne peuvent faire autrement que de passer parmi les assistants des dizaines de petites boîtes cliquettant, pour quêter des sous destinés à prolonger l'existence de leurs feuilles. Et encore !... Plusieurs d'entre elles n'ont même pas cette ressource et sont obligées de paraître en manuscrit, ou bien, en cas de chance extraordinaire, les rédacteurs en font l'impression eux-mêmes, en se servant des hectographes des plus rudimentaires. Sans, naturellement, parler du prix des locaux pour les réunions des ouvriers, locaux dont le loyer forme un article de recette, équivalant à une véritable spoliation de la part des propriétaires.

Donc, voici ce qui nous empêche d'avoir « tout ceci », Messieurs les « démocrates ». C'est le manque de fonds qui nous en défend l'accès, ces fonds mêmes qui, créés par notre peine et notre sang, se trouvent maintenant chez les capitalistes. Auprès de cette engeance, de ces possesseurs des coffres-forts blindés, toute démocratie devient une fiction, destinée à jeter de la poudre aux yeux des masses laborieuses. (Je ne dis rien des gardes mobiles de Daladier, j'en laisse l'honneur à Messieurs les démocrates, eux-mêmes.)

La démocratie véritable, devant profiter aux ouvriers, aux paysans et à la classe des intellectuels laborieux, n'est possible que sous la dictature du prolétariat. Qui sont-ils, ces ennemis de la démocratie véritable ? Qui, sinon ces gros sacs à magot, ces exploités, ces spéculateurs éhontés ?... Comment peut-on s'imaginer d'arriver à créer et à défendre

la démocratie, sans recourir à l'expropriation de ces rois de la finance ? Mais qui est-ce qui serait de force à pratiquer cette expropriation ?... Qui ?... Uniquement le Soviet des députés ouvriers, paysans et soldats, autrement dit : la Dictature du Proletariat ! Ce n'est qu'elle, la Dictature du Proletariat seule, qui sera de force à mettre fin au parasitisme, à l'exploitation de l'homme par l'homme, qui sera capable d'édifier la prospérité de l'humanité entière. Par conséquent, le drapeau rouge portant la devise : « Pour la Dictature du Proletariat ! » doit marcher avant toutes ces revendications « transitoires » et journalières.

Il va sans dire que le gouvernement barbare et sans scrupules, de Staline, n'a rien de commun avec la dictature du prolétariat.

La Dictature du Proletariat ne reconnaît aucun privilège individuel aux personnes se tenant à la tête des affaires du pays. Les mandats électoraux ne sont accordés que pour un an et la rémunération des mandataires équivaut à celle de la moyenne touchée par un ouvrier qualifié. Avec cela, les ouvriers ont toujours le droit de rappeler leurs mandataires, même avant l'expiration du mandat de ceux-ci et de les remplacer par d'autres. Sous la Dictature du Proletariat, le droit de vote appartient exclusivement aux ouvriers, soldats, paysans, travailleurs, et à la classe des intellectuels laborieux, sous réserve que les personnes en faisant partie, n'exploitent pas le travail d'autrui et ne tirent leurs moyens d'existence que du traitement attaché à leur emploi.

Pour veiller à l'observation fidèle des règlements établis par la constitution d'Etat, une Assemblée

est réunie qui fait élection des membres de l'Inspection ouvrière-paysanne, pour le contrôle des travaux du gouvernement, et qui n'a à rendre compte qu'au Congrès des députés ouvriers, paysans et soldats.

Bien entendu, l'initiative politique de toute la structure étatique et économique du pays est entièrement réservée au parti du prolétariat. Ce qui rend nécessaire de souligner tout spécialement la composition de l'appareil de ce parti lui-même, car dans ce cas précis, ceci a une importance décisive. La première condition garantissant cet appareil, d'une dégénérescence éventuelle, c'est l'absolue démocratie interne du parti. Le parti lui-même est composé uniquement des ouvriers d'usine, ainsi que des paysans les plus pauvres, et des ouvriers agricoles. N'y admettre les personnes du nombre des intellectuels laborieux, qu'après examen minutieux. Tous les organes électoraux du parti, de la cellule, au C. C. (Comité central) et jusqu'au Politbureau (Bureau politique du Comité central du Parti) sont composés exclusivement d'ouvriers d'usine, continuant leur travail à l'usine, n'existant que de leur salaire d'ouvrier et ne jouissant d'aucune sorte de privilèges les distinguant des autres. Cette condition est considérée comme la plus importante : l'expérience de la révolution russe nous apprend que la véritable Dictature du Prolétariat n'est réalisable qu'à la condition expresse que tous les dirigeants de Parti soient exclusivement des ouvriers, des ouvriers seuls. Autrement, pas de Dictature du Prolétariat ; elle devient impossible, c'est-à-dire impossible la démocratie réelle, la démocratie des ouvriers, des paysans et des intellectuels laborieux.

A défaut de ces conditions d'électivité, n'importe quel imposteur staliniste peut intervenir, en parlant soi-disant au nom des travailleurs, mais en réalité, pour les prendre dans l'engrenage et les pressurer dans l'étau de la terreur la plus abjecte. Une organisation, incapable de changer annuellement le personnel placé au gouvernail des affaires du parti, est d'ores et déjà voué à sa perte. La seule garantie contre la dégradation du pouvoir, *c'est l'appareil prolétarisé du Parti, en commençant par le Comité de la cellule et en finissant par le C. C. et le Politbureau.* Ce n'est qu'en organisant sa direction d'une telle façon que le Parti sera en état de juger correctement le travail et le mérite de chacun des membres de son corps ; ce n'est que le Parti, organisé selon ce mode, qui, seul, pourra servir d'avant-garde fidèle au prolétariat, appelé à libérer le genre humain de l'ignorantisme et de l'amener au degré le plus élevé du développement social : à la liquidation de la domination de l'homme sur l'homme. Car une telle forme de direction exclut, de par sa nature même, le sens grossier du pouvoir en soi.

A ce sujet, nous ne disons rien de nouveau, mais ne faisons que développer la théorie de Lénine. Du vivant de Lénine, il était très difficile aux éléments non prolétaires de pénétrer dans le corps des comités du parti. Cependant, l'erreur consistait en la réélection presque chaque année des mêmes personnes. Et encore, et principalement, en ce que les ouvriers membres du C. C. et des comités s'arrachaient de l'usine et se transformaient en fonctionnaires-bureaucrates. Cette erreur fatale, d'une portée historique, décida du sort de la révolution d'octobre

et de la dictature du prolétariat. Lénine ne manqua pas de se rendre compte de ces défauts d'organisation. Il voyait comment l'ambiance et les conditions de vie rongeaient les communistes, il voyait comment ceux-ci dégénéraient en carriéristes, en égoïstes consommés, ne voyant que leurs avantages propres, en flagorneurs, s'enfonçant dans la goujâterie, l'ivrognerie et le charlatanisme. Non seulement Lénine s'en aperçut, il ébaucha même certains remèdes contre ce mal... mais la mort, implacable, l'empêcha d'exécuter les mesures qu'il avait en vue. En ce qui concerne les personnes dirigeant les affaires du pays, Lénine écrivait qu'il était nécessaire, de temps en temps, de libérer de leurs fonctions les travailleurs du parti et des soviets, y compris ceux, les plus responsables, et de les diriger vers les métiers, aux usines et vers la charrue, dans les champs, pour qu'ils s'imprègnent de nouveau de l'ambiance de travail et d'existence des ouvriers et des paysans, en partageant avec eux leur labeur. Lénine avait exprimé cette pensée, déjà couché sur son lit de souffrances. S'il avait survécu, il n'aurait pas manqué de nous le dire ultérieurement : par conséquent, il importe d'introduire dans les Statuts du Parti un paragraphe sur la prolétarianisation obligatoire de l'appareil du parti. Ce serait là une indication du chemin à prendre par le parti pour la réalisation de ses plans. Cependant, pour le parti prolétairement sain, les paroles que Lénine avaient dites, auraient été suffisantes. Hélas ! l'appareil du parti communiste de Lénine fut contaminé par la « syphilis » du stalinisme.

Le prolétariat européen escomptera toute l'expérience de la Révolution d'octobre et se tracera une

voie sûre vers la révolution mondiale.

Le fait que le Programme d'Action se pose le but de « préparer les cadres sans l'organisation prolétaire de masse », veut dire qu'il se propose de créer, tout simplement, une caste de fonctionnaires, caste de laquelle on ne peut s'attendre à rien de bon pour le parti, mais à beaucoup de mal.

Une telle méthode conservatrice coupe, d'ores et déjà, dans la racine, toute initiative individuelle et toute possibilité de fixer sa détermination au membre du parti, sans quoi il ne peut exister de véritable organisation prolétarienne apte à vivre et agir. Où ces cadres recevront-ils leur éducation révolutionnaire ?... Commander ne veut pas encore dire : être révolutionnaire. Il faut, de temps à autre, soustraire ces « commandants » à leurs fonctions et les expédier dans les rangs des « soldats », pour leur rafraîchir le cerveau, pour que leurs yeux apprennent à voir la vie telle qu'elle est en réalité, pour qu'ils soignent leurs méninges de l'indigestion bureaucratique. Ce serait là le procédé le plus sûr de préparation des cadres révolutionnaires. Autrement, ces cadres vont, tout au plus, garder l'expectative en restant sur place et en attendant que la révolution et les masses viennent les chercher.

Le Programme oublie que l'appareil est destiné au service des masses : sans les masses, il n'a pas de raison d'être. Les masses font elles-mêmes l'éducation des chefs futurs qu'elles trouvent dans leurs rangs. La méthode de la préparation des cadres « sur commande » se trouvait pratiquement toujours à la base des travaux de toutes les Internationales données et, en fin de compte, ne manquait jamais et

ne manquera jamais d'amener à la catastrophe.

« Sans la démocratie interne, pas d'éducation révolutionnaire. Sans discipline, pas d'action révolutionnaire. Le régime intrinsèque de la Quatrième Internationale est basé sur les principes du centralisme démocratique. Liberté absolue dans la discussion, union absolue dans l'exécution. »

Nous lisons ces mots, placés en conclusion du Programme d'Action. De belles paroles, que celles-ci ! Toutefois, sans la prolétarianisation de l'appareil de direction, elles resteront et ne seront jamais autre chose que « de belles paroles ». La caste bureaucratique n'a qu'à continuer ses exploits.

Le parti prolétarien véritable, créateur et défenseur de la Dictature du Prolétariat, ne peut se contenter de paroles en l'air, il aborde le problème en se basant sur la réalité. Le Programme ne nous indique pas les moyens de restreindre l'arbitraire bureaucratique, et, faute de cela, il ne peut y être question de la réalisation de quelque « démocratie interne » ou de « discussions libres » et, donc, non plus, d'aucune « discipline consciente » ou d' « Union dans l'exécution ».

L'abolissement de l'arbitraire bureaucratique au dedans du Parti, n'est possible que par la prolétarianisation ouvrière de l'appareil. Et ceci servira de sauvegarde à la démocratie interne du Parti.

Sans la prolétarianisation de l'appareil dirigeant, point de Parti prolétaire.

Sans le Parti prolétaire, point de Dictature du Prolétariat !

Sans la Dictature du Prolétariat, point de démo-

cratie véritable pour les masses opprimées et exploitées !

La devise de « *Dictature du Proletariat* » doit toujours briller devant nous, telle notre étoile conductrice, en nous accompagnant partout, tant que nous n'avons pas atteint notre but définitif. Le Programme nous offre à la place de cette devise, celle de « *Le Pouvoir aux ouvriers et paysans* ». Ce n'est pas nous qui ferons des objections contre le pouvoir ouvrier et paysan. Seulement, nous sommes fermement convaincus qu'on ne peut atteindre à ce pouvoir autrement que par la Dictature du Proletariat. La bourgeoisie ne voudra jamais se dessaisir du pouvoir, de son plein gré, pour le transmettre dans les mains des ouvriers et paysans. Aux ouvriers et paysans de le leur arracher de vive force ! Et ce n'est pas tout. La bourgeoisie destituée ne va pas en prendre son parti et en rester là, tout tranquillement, elle s'efforcera de se remettre daplomb. La révolution se verra dans la nécessité de l'épuiser aussi bien économiquement, en lui ôtant sa base économique, sur laquelle elle s'appuie dans ses agissements contre la révolution. Dans ce moment critique où la rapidité de l'action décide du sort des classes, le prolétariat ne peut pas retenir la marche de la révolution, en la laissant en suspens, en attendant que le paysan se prononce, pour lui donner sa sanction : oui ou non, faut-il avancer ou s'arrêter ? Le prolétariat agira vite et avec décision, pour éviter que l'ennemi ne le prenne au dépourvu. Bien entendu, la classe ouvrière assumera toute l'initiative de l'action révolutionnaire. Et c'est précisément cette initiative émanant de la classe ouvrière urbaine organisée ;

c'est elle qui porte le nom de « *Dictature du Proletariat* ».

« Qu'est-ce que le pouvoir, sinon la dictature d'une classe sur une autre classe ? » Le pouvoir n'a pas d'autre interprétation plausible. Il serait erroné de croire que sous la « démocratie » réformiste, il n'y eut et n'existe pas encore maintenant, de la dictature bourgeoise. Elle fut et elle est, mais sous une forme hypocritement travestie ; elle n'est pas claire aux yeux des ouvriers et des paysans laborieux, circonvenus par les réformistes, pour qu'ils consentent à subir le joug des capitalistes, en y tendant leur cou. D'ailleurs, essayez un peu de ne pas le tendre !... Il vous en cuira : les « démocrates » capitalistes vont immédiatement vous opposer des barrières de policiers et vous noyer dans le sang, et cela, sur l'ordre des ministres « socialistes » encore ! un Dormoy !... Et il ne peut pas en être autrement ! Dissimuler cette vérité, c'est être un des plus vils valets de la bourgeoisie. Ainsi donc, la vraie définition du pouvoir, c'est la dictature d'une classe sur une autre. On peut lui donner telle ou telle autre teinte différente, mais l'essence reste la même : sa nature répond aux fins pour lesquelles elle est faite. L'Espagne républicaine, « démocrate » elle aussi, fusille les ouvriers révolutionnaires, non moins bien que Mussolini. Et ceci, à cause que tous deux, l'un comme l'autre, représentent, en somme, le même régime bourgeois. Toute la différence est dans la manière : l'un — Mussolini — fait son dictat ouvertement, l'autre, sous la main, par l'entremise d'un Négrin « démocrate », autrement dit, Blum doublé de Chautemps-Daladier.

Tout comme ces exploiters dictent actuellement leur volonté aux exploités, les exploités d'aujourd'hui seront amenés à dicter la leur à leurs exploiters, jusqu'à ce que ceux-ci cessent d'être exploités.

D'autre part, les exploiters, sans qu'il y ait des exploités, ne peuvent pas exister. Tandis que ces derniers, une fois sans exploiters, se sentiront comme le poisson dans l'eau. Par conséquent, le pouvoir des exploités du moment présent, c'est-à-dire la Dictature du Proletariat, se dresse devant nous comme une nécessité tracée par l'histoire, nécessité imminente, afin de faire disparaître les procédés et les moyens de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Au seul but du pouvoir bourgeois : de défendre les intérêts de la classe parasite des capitalistes, le pouvoir prolétaire oppose sa tâche unique : de liquider ce parasitisme. Le trait distinctif de la Dictature du Proletariat consiste en ce qu'elle représente le dernier stade du pouvoir de l'homme sur l'homme. Elle vient, sur les voies préparées par l'histoire, comme sa conclusion logique, pour effectuer la transformation de l'homme « entre guillemets » en homme digne de ce nom et ainsi, mettre fin à tout pouvoir, à jamais.

Pourquoi rattachons-nous si étroitement la possibilité de réaliser le pouvoir des « ouvriers et paysans » à l'avènement de la Dictature du Proletariat ? Avant toute autre chose, la forme du pouvoir des ouvriers et paysans, est abstraite. Un pouvoir ayant une telle physionomie n'a jamais existé et n'existera jamais. Figurez-vous que nous appliquions

au pouvoir bourgeois l'appellation de pouvoir des capitalistes, spéculateurs et koulaks. Et, au fait, pourquoi ne le ferions-nous pas ? Le pouvoir bourgeois ne défend-il pas les intérêts des exploités de toutes les espèces susnommées ?... Mais le problème est dans l'hégémonie d'une classe. Aujourd'hui, l'hégémonie appartient à la bourgeoisie de gros calibre, qui a dans sa possession toutes les branches d'industrie, et, à cause de cela, se place à la tête du pouvoir bourgeois. Tout le reste, ce petit et menu fretin de bourgeois et d'embryons de bourgeois, ne sont qu'un appendice, qu'un élément auxiliaire du régime et font la queue, emboitant le pas aux gros bonnets.

Sous l'autorité prolétaire, toutes les entreprises industrialisées s'échappent des mains des capitalistes pour se soumettre à la gestion des Soviets des députés ouvriers. Ces Soviets auront à rendre compte du fonctionnement de ces entreprises. Ils en porteront la responsabilité qui déterminera la suprématie du prolétariat, suprématie qui, elle, détermine la nature de cette autorité et justifie son nom de *Dictature du Prolétariat*. Tout le reste, c'est invention pure, fausseté, dont ouvriers et paysans n'ont rien à faire. Enfin, il faut nommer les choses par leur nom exact. Le devoir historique du prolétariat urbain organisé, c'est d'endosser la responsabilité de la grande lutte libératrice et de marcher en avant, en avant-garde des travailleurs du monde entier.

Grâce à des conditions spécifiques, dues au caractère de propriété individuel de leurs exploitations respectives, les paysans ne sont pas à même de mener une politique indépendante, en tant que classe. Les

destinées de la paysannerie sont historiquement liées à celles de la classe ouvrière, toute indiquée, comme seul ami fidèle, comme défenseur contre les exploiters de tous genres. A part les ouvriers, les paysans ne possèdent pas d'amis dans les cités. Dans son « Manifeste Communiste », ainsi que dans la « Commune de Paris », Marx avait noté ce fait, dès la cinquième décennie du siècle précédent, c'est à-dire que l'ouvrier urbain se présente comme le délégué naturel du paysan, dans la cité. Quant au pouvoir, il s'établit dans les cités.

Si nous disons que la réalisation du pouvoir ouvrier et paysan n'est possible que par la Dictature du Proletariat, cela ne veut pas dire que nous dénions la portée décisive de l'alliance du prolétariat avec la paysannerie. Tout au contraire, la véritable union du prolétariat et de la paysannerie ne peut être réelle que sous la Dictature du Proletariat. D'ailleurs, cette alliance se passe des traités et pactes officiels, mais n'est basée que sur la tactique politique du prolétariat à l'égard des travailleurs ruraux.

La Dictature du Proletariat fournit à la classe ouvrière tous les moyens de porter la plus large assistance, matérielle et morale, aux paysans. La tâche primordiale du pouvoir prolétarien, c'est d'aider les paysans à s'élever jusqu'au niveau du pouvoir, pour le lui rendre accessible et y participer activement. Au moyen de ces deux forces combinées, la main dans la main, ouvriers et paysans arriveront plus facilement à remplir la mission historique de la Dictature du Proletariat, c'est-à-dire effectuer la transformation de la société capitaliste en société socialiste.

Mais le Programme n'avance pas la devise « ouvriers et paysans », en tant que devise du véritable pouvoir des ouvriers et paysans, mais seulement comme mot d'ordre transitoire, devise qui laisse sous-entendre une sorte de pouvoir de compromis des ouvriers, paysans et bourgeois..

Et en sortant précisément de cette thèse, le Programme abandonne « l'expropriation générale de la bourgeoisie » à « l'exaltation révolutionnaire du prolétariat en général ». Il échappe à l'attention de ce Programme que, précisément, ces toutes premières expropriations des groupes isolés de capitalistes, les plus parasitaires se feront au plus fort de la révolution prolétarienne. Et c'est justement cette lutte contre les groupes les plus abominablement parasitaires des bourgeois, qui décidera du sort du régime capitaliste.

La devise invertébrée du pouvoir ouvrier et paysan n'est apte, par son indécision, qu'à semer la démoralisation, en affaiblissant la vigilance des masses et en embrouillant les tâches intrinsèques de la révolution.

La devise du pouvoir des ouvriers et paysans aurait pu avoir lieu, et encore tout conditionnellement, au cas où il s'agirait du renversement d'une monarchie, et cela aurait eu alors sa raison d'être, pour, à l'aide de ce mot d'ordre, paralyser les efforts de la bourgeoisie, dans leur offensive pour la prise du pouvoir et tant qu'elle n'a pas encore réussi à le faire, — mais seulement pour gagner le temps qui nous serait nécessaire pour nous préparer au stade suprême de la révolution, c'est-à-dire à la prise du pouvoir par le prolétariat. D'ailleurs, tous ces mo-

ments sont actuellement, comme tout le monde le sait, déjà du passé, et entrés dans les archives de l'histoire. Le pouvoir se trouve dans les mains des capitalistes, sous la garde du Parlement « démocrate » et du « fascisme ».

La bourgeoisie ne voudra jamais partager ce pouvoir avec qui que ce soit et laisser ainsi une place à quelqu'un autre qui puisse l'exproprier. Bien au contraire, elle tâche de concentrer dans ses mains le pouvoir absolu, par l'entremise de ses hommes d'affaires fascistes : les Hitler, les Mussolini, etc., ne se fiant pas aux « démocrates bien dévoués ».

Croire, dans ces conditions, que les sommets de la bourgeoisie veillent céder, ne serait-ce qu'une partie quelconque, de son pouvoir aux ouvriers et paysans, aurait une seule interprétation plausible de : « se nourrir seulement d'illusions ». Les capitalistes ne se laisseront pas duper. Ils se rendent parfaitement compte que ce n'est pas le moment de jouer au « chat et à la souris ». Ils ne savent pas d'autre langue à parler aux ouvriers et paysans que la langue des gardes mobiles et des policiers. Et si ce moyen même ne s'avère pas efficace, et bien, alors, si vous voulez savoir, elle ne reculera pas devant l'expédient de la guerre mondiale. Oui, d'autre langue, le capitalisme de nos jours n'en connaît pas. Ayant de tels interlocuteurs devant lui, il ne reste au prolétariat, pour s'expliquer avec eux, que la langue de leurs Soviets des députés ouvriers, paysans et soldats. Les Soviets doivent s'organiser avant le conflit ouvert avec le capitalisme. C'est aux Soviets qu'il incombe de diriger la préparation à la révolution et à la mar-

che de l'action révolutionnaire. L'époque ne souffre pas d'atermoïement. L'économie mondiale réclame impérativement un plan unique d'économie générale. Pour le travail, toutes les données sont là : des spécialistes intelligents et actifs, des intellectuels hautement qualifiés, pourvus de toutes sortes de connaissances, leurs cerveaux bien meublés, et enfin, la classe ouvrière, esprits lucides et ne boudant pas la besogne.

Toutes ces forces salutaires sont pour le moment tenues en échec par la structure caduque du système capitaliste et son conservatisme.

Mais quand l'heure sonnera, ces forces seront délivrées des griffes des vampires, et elles accompliront des miracles !

Et l'heure n'est pas loin. Conquérir la liberté, n'est pas difficile. Il suffit seulement que la classe ouvrière tienne bon pour le *Pouvoir au Soviet !* Oui, pour le *Pouvoir au Soviet des Députés ouvriers, paysans et soldats !*

La fermeté dans la décision peut faire même que les capitalistes se rendent sans affronter la bataille !

Le caduc réformisme contre-révolutionnaire : les socialistes et les autres, tous ces domestiques du capitalisme mondial, n'interviennent dans la défense de la bourgeoisie de leurs pays respectifs que dans le but de rendre plus profonds les différends existant entre les classes laborieuses d'Europe. Le stalinisme dépourvu de base principielle reste seulement entre les jambes de ces réformistes.

Tous ensemble, dans leur chauvinisme abject,

aident Hitler à répandre sa basse idéologie du « racisme ».

Les bolcheviks léninistes restent fermement attachés au point de vue du marxisme révolutionnaire. Ils s'avancent au-devant des grands événements de portée mondiale, sous le drapeau rouge, avec la devise flamboyante du mouvement du communisme international !

Ils restent fermement persuadés qu'il ne se trouvera plus un seul ouvrier dans les rangs des classes laborieuses, avec leur conscience de classe déjà mûre, qui se décide jamais à engager la fusillade contre le prolétariat de n'importe quel pays en lutte contre les vampires capitalistes.

Septembre 1938.



AU LECTEUR

Le camarade Tarov, auteur de la présente brochure, a écrit un autre ouvrage d'un grand intérêt, intitulé :

« DANS LES PRISONS DU THERMIDOR RUSSE »

Cet ouvrage, basé tout entier sur des observations prises sur le vif et l'expérience personnelle de l'auteur, nous présente des faits puisés dans la réalité actuelle, d'une grande importance historique. La parution de cet ouvrage, étant retardée par l'insuffisance des moyens matériels, la rédaction a recours aux camarades, en les priant de lui donner un coup d'épaule dans cette affaire, ne serait-ce qu'en aidant à la diffusion de la présente brochure.

La publication de l'ouvrage du camarade Tarov sera un tout petit pas dans l'accomplissement d'un devoir envers les prolétaires révolutionnaires qui languissent, par milliers, dans les prisons de Russie, — victimes du régime réactionnaire de l'oligarchie bureaucratique de Staline.

LA RÉDACTION.

TABLE DES MATIERES

LA TRIBUNE MORTE	3
LES ÉLÉMENTS DU SABOTAGE RÉVOLUTION- NAIRE	6
LES RÉSULTATS DES REVENDICATIONS JOUR- NALIÈRES	24
LA « DÉMOCRATIE », LE STALINISME ET LES PROBLÈMES DE L'ÉPOQUE TRANSITOIRE ..	43
LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT EST LA DÉMOCRATIE VÉRITABLE	58
AU LECTEUR	79





Ce qu'il faut avoir lu sur la guerre de 1914-1918

Un Livre Noir. Diplomatie de guerre d'après les documents des archives russes, 4 volumes	65. »
L'abominable vénalité de la presse, correspondance <i>Raffalovitch</i>	25. »
<i>Dupin</i> - Le règne de la bête	9. »
<i>Dupin</i> - M. Poincaré et la guerre de 1914	15. »
<i>Maupas</i> - Le Fusillé (Souain)	12. »
<i>Morhardt</i> - Les preuves	15. »
<i>Morhardt</i> - Les savants américains devant le problème des origines de la guerre	4. »
<i>Morhardt</i> - L'Angleterre a voulu la guerre	5. »
<i>Guasson</i> - Heures maudites	10. »
<i>Hobey</i> - La guerre ? c'est ça	18. »
<i>Civrieux</i> - La muse de sang	3. »
<i>Rosa Luxembourg</i> - Lettre de la prison	5. »
<i>Praux</i> - Immobilisto	12. »
<i>Rosmer</i> - Le mouvement ouvrier pendant la guerre : de l'union sacrée à Zimmerwald	45. »
Brochures et plaquettes diverses	12. »

*L'ensemble de ces ouvrages est adressé exceptionnellement
contre 120 Frs au lieu de 255 Frs à titre de propagande.*

LIBRAIRIE DU TRAVAIL

17, Rue de Sambre-&-Meuse, Paris-10^e - Chèque Postal n° 43.08